



**richard daignault
 à ottawa**

Constitution: Ryan et Trudeau, plus près qu'on le croit

"Il y a quelques années, ces deux hommes étaient passablement loin l'un de l'autre", me fait remarquer Jacques Monet en ouvrant les bras et en tenant sa main gauche aussi loin que possible de sa main droite, pour illustrer sa pensée.

"Aujourd'hui, ils sont passablement près l'un de l'autre", dit-il en rapprochant rapidement la main gauche vers la main droite.

Monet, professeur d'histoire canadienne à l'université d'Ottawa, constitutionnaliste et directeur d'une recherche sur les relations entre les gouverneurs généraux et les premiers ministres du Canada, parle de l'évolution de la position constitutionnelle de Claude Ryan vers celle de Pierre Trudeau.

Dans quel sens?

Pour Monet, il y a deux grands courants de pensée dans l'histoire du Québec, le courant axé sur le nationalisme des Canadiens français vivant au Québec, sur la religion catholique, incarné plus particulièrement par Lionel Groulx, le père spirituel de l'école de Montréal et d'historiens de la classe de Guy Frégault, par exemple, et le courant d'ouverture sur le Canada.

Au fédéral, Henri Bourassa est l'homme politique type du courant nationaliste. C'est lui qui fonda Le Devoir, en 1910.

Le courant canadien, ouvert sur l'idée de la présence canadienne-française à l'échelle du pays, a été incarné par Sir Wilfrid Laurier, Louis St-Laurent, Pierre Trudeau.

Pour Monet, la pensée du Parti libéral du Québec sous la direction de Ryan, tel qu'énoncée dans le rapport de la commission constitutionnelle intitulé "Une nouvelle fédération canadienne", s'inscrit dans ce courant canadien.

Document réaliste

"La position du document libéral est plus réaliste que le livre blanc publié par le gouvernement du Québec, en ce sens qu'il est plus susceptible de servir de base à la discussion avec tous les autres gouvernements du pays", dit Monet.

"Ce que réclame le rapport libéral comme éléments d'une nouvelle constitution canadienne pourrait très bien être réclamer par n'importe quelle autre province du pays, dans ses grandes lignes bien entendu.

"On y voit des choses qui concernent le Québec plus spécialement, mais il me semble que Peter Lougheed, le premier ministre de l'Alberta, ne serait pas tellement malheureux de discuter à partir d'un document comme celui qui vient de publier le Parti libéral du Québec.

"C'est ce qui fait sa grande force, à mon avis", affirme Monet qui ne cache pas ses sympathies pour la position fédéraliste.

Monet est particulièrement sympathique à l'idée du Conseil

fédéral, cet organisme dont les membres nommés par les gouvernements provinciaux remplacent le Sénat canadien.

Les gouvernements des provinces, par ce moyen, s'impliqueraient et prendraient position concernant les politiques de l'Etat central et ils en assumeraient donc une part de responsabilités.

"Voilà qui modifierait peut-être pas mal de choses dans un pays où les gouvernements agissant indépendamment les uns des autres ont passé pas mal de temps à s'accuser et à se relancer la balle."

Natif de Saint-Jean, sur le Richelieu, Monet a été élevé dans une famille libérale. Son père s'occupait activement de politique à l'époque où l'on votait "bleu à Québec, rouge à Ottawa".

Le jeune Monet s'est plongé dans les études. Il s'est spécialisé dans l'histoire de la monarchie parlementaire.

Il est docteur de l'université de Toronto. Il vit maintenant à Ottawa. Il a publié deux volumes, le premier aux presses de l'université de Toronto, "The last cannon shot", qui doit bientôt être publié en français chez Fides, à Montréal, et "La monarchie au Canada" au Cercle du livre de France.

Plus de pouvoir qu'il n'en paraît

Selon Monet, les gouverneurs généraux du Canada ont plus de pouvoir qu'il n'en paraît.

Ed Shreyer aurait-il pu bloquer la dissolution du Parlement lorsque Joe Clark lui a demandé de le faire après sa défaite aux Communes, lui ai-je demandé.

"Théoriquement, oui. En pratique, non. Il y a deux précédents. Les élections de 1925 et de 1926 ont eu lieu à moins de 12 mois d'intervalle. Même chose pour les élections de 1957 et de 1958."

Si, par un incroyable hasard, un nouveau gouvernement minoritaire était élu le 18 février et qu'il était défait dans quelques mois, le gouverneur général accepterait-il de déclencher une troisième élection générale à l'intérieur d'une période de 12 mois?

"A mon avis, le gouverneur général serait peut-être en droit alors de refuser. Car il n'y a aucun précédent. Je crois qu'il serait en mesure de demander aux politiciens de s'entendre pour former un gouvernement de coalition."

Monet termine sur cette note:

"Une élection générale c'est une dépense de plus de \$50 millions. Vous savez, il n'y a que les pays riches qui peuvent se permettre d'être démocratiques aussi souvent."

les élections du 18 février

Trudeau et Broadbent appuient les représailles

(D'après CP et UPC) — Le premier ministre Joe Clark a reçu l'appui, hier, du leader libéral Pierre Trudeau et du chef néo-démocrate Ed Broadbent relativement à la série de mesures de représailles qu'il avait annoncées vendredi à l'endroit de l'Union soviétique en guise de protestation contre son intervention militaire en Afghanistan.

Dans une virulente attaque contre l'URSS, M. Trudeau qui s'adressait alors à plus de 4.000 étudiants de l'université Western Ontario à London, a déclaré que l'invasion soviétique démontre encore une fois la nécessité pour les pays de l'OTAN de faire preuve d'une plus grande unité devant cette puissance qui suit "un plan préétabli d'impérialisme militaire et idéologique".

"Les Russes ont profité de la faiblesse des Etats-Unis devant la crise iranienne pour envahir l'Afghanistan", a expliqué l'ancien premier ministre libéral. "J'appuierai toutes les mesures qui seront prises par le gouvernement Clark ou par tout autre gouvernement, visant à manifester notre complet désaccord envers le geste soviétique", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le chef du Nouveau Parti démocratique Ed Broadbent, qui

participait à une émission de lignes ouvertes, hier, dans la région de Toronto, a fait savoir qu'il approuvait également le premier ministre Clark pour sa réaction à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, ajoutant que les Jeux olympiques devraient être tenus ailleurs qu'à Moscou mais qu'on ne devait pas demander aux athlètes canadiens de boycotter les Jeux s'ils ont lieu en URSS. Le gel des exportations de céréales vers l'URSS, d'après lui, est "une réaction appropriée pour le moment". L'action menée par ce pays contre l'Afghanistan a été qualifiée de "barbare" par le chef du NPD. Vendredi à Ottawa, dans le cadre de sa conférence de presse hebdomadaire, le premier ministre Clark avait indiqué entre autres, que le Canada remettait en question l'opportunité de tenir les Jeux olympiques à Moscou cette année, et qu'il encourageait la discussion, avec d'autres nations, pour envisager des solutions de rechange, notamment la tenue des Jeux à Montréal.

Hier cependant, alors qu'il prenait part à une émission de lignes ouvertes, à Hamilton en Ontario, M. Clark a déclaré que le Canada n'a pas l'intention de boycotter les jeux de Moscou à

cause de la présence des troupes soviétiques en Afghanistan.

Par cette déclaration, le chef conservateur semble donc avoir adouci sa prise de position de la semaine dernière, alors qu'il invitait le Comité international olympique à choisir une autre ville pour la tenue des jeux. Il avait même laissé entendre, à cette occasion, qu'il envisageait d'intervenir auprès du CIO en vue de le convaincre de poser un tel geste.

Toutefois, lorsqu'on lui fit remarquer, hier, que le CIO avait exprimé l'avis que les hommes politiques n'étaient pas autorisés à déterminer l'emplacement des jeux, M. Clark acquiesça en disant: "Le CIO a raison".

"C'est en effet une décision qui relève du CIO, mais celui-ci a besoin de savoir quels sont les gouvernements qui sont prêts à l'appuyer", a souligné le premier ministre.

A propos du conflit en Afghanistan

tan, Mlle Flora MacDonald, ministre canadienne des Affaires extérieures, considère que le budget conservateur qui a fait tomber son gouvernement et l'invasion soviétique dans ce pays sont étroitement liés.

"Nous ne pouvons séparer notre budget et nos politiques énergétiques de ce qui se passe sur la scène internationale", a-t-elle déclaré hier devant les étudiants de l'université Concordia de Montréal.

L'invasion soviétique en Afghanistan a été entreprise pour mettre la main sur les pays voisins riches en pétrole, a souligné le ministre, et l'objectif de la politique conservatrice d'augmenter les prix du pétrole canadien est de rendre le pays auto-suffisant en matière d'énergie.

"Ne soyons pas naïfs", a-t-elle dit. "L'enjeu est de savoir qui contrôlera les réserves pétrolières au Proche-Orient."

Notre gestion est supérieure (Clark)

HAMILTON (PC - UPC) — Le gouvernement conservateur se différencie du précédent gouvernement libéral en ce sens qu'il s'est appliqué à une gestion scrupuleuse de l'argent des contribuables.

Prenant la parole hier devant une assistance enthousiaste à Hamilton, M. Clark a dénoncé l'escalade des coûts de certains projets gouvernementaux sous le régime Trudeau, rappelant que dans certains cas les contribuables ont eu à payer une somme supérieure de 300 à 400 pour 100 aux prévisions initiales.

En guise d'exemple, il a fait état du Train de la découverte dont le budget initial était de \$4 millions mais qui a coûté finalement plus de \$17 millions.

Notre gouvernement, au cours de son bref mandat, a mis en place les mécanismes nécessaires pour éviter de tels abus, a dit M. Clark.

Il a continué par ailleurs à tourner en ridicule la stratégie électorale du Parti libéral, affirmant que son chef, M. Pierre Trudeau, menait une campagne d'ermite et qu'il lui rappelait par là la figure quasi légendaire du multimillionnaire Howard Hughes.

Oakville

Plus tôt au cours de la journée,

alors qu'il prenait la parole à un déjeuner de la Chambre de commerce à Oakville, en banlieue de Toronto, il a fait ressortir les mérites de son gouvernement qui, au cours de son bref exercice du pouvoir, s'est appliqué à agir de sorte que la petite entreprise demeure le cœur de l'économie canadienne.

Il a déclaré que les conservateurs avaient déjà entamé les réformes nécessaires pour renverser la tendance de la dernière décennie au cours de laquelle, a-t-il dit, on a pris l'habitude de s'en remettre de plus en plus à l'Etat.

Il en est résulté, a dit M. Clark, un sentiment de frustration provoqué par une dépendance accrue, par le désordre économique, par des déficits gouvernementaux et par la multiplication des interventions de l'Etat et de règlements.

M. Clark a indiqué que son gouvernement avait choisi d'encourager la petite entreprise parce que, a-t-il souligné, elle représente 30 pour 100 de la production et contribue à plus de 65 pour 100 de la création d'emplois au pays.



Le premier ministre Joe Clark a été "victime" d'une douce étreinte de la part d'une jeune militante conservatrice, hier, au cours d'une assemblée électorale, à Hamilton en Ontario.

Docteur Baignoire
 Réemallage de:
 Baignoires, lavabos, toilettes
 Choix de 30 couleurs
628-3823
 263, boul. St-Joseph, Charlesbourg ouest, G2K 1K5

AU RESTAURANT
La Ripaille
 Couscous Royal 19⁰⁰
 Steak au poivre 19⁰⁰
 Boeuf Wellington (2 pers.) 25⁰⁰
 9, rue Buisson - 682-2450

A.E. LePAGE
 COURTIER EN BIENS

A VENDRE
EDIFICE
A BUREAUX
 CENTRE-VILLE STE-FDY
 COMPTANT: \$400,000
 FINANCEMENT 11%
 P.A. Routhier:
 831-3247
 G. Connelly:
 681-8069
 A.E. LePage Courtiers:
 522-7041

LA CLINIQUE
TARDIF ENR.
 595, boul. Charest est
 Tél.: 529-9721

DR MARTIN GIASSON
DR BERNARD BERTHIAUME
DR JEAN DESLANDES

Optométristes

- Examen de la vue • Verres de contact
- Lunettes
- Soins professionnels complets

CLINIQUE
OPTOMETRIQUE
DE QUEBEC
 735, MAIL ST-ROCH
529-9383

DR YVES BERTRAND, OPTOMETRISTE
 DR GHISLAIN DIONNE, OPTOMETRISTE
 DR BERNARD SUTTON, OPTOMETRISTE

Examen de la vue / Lentilles cornéennes
 Choix de montures

La Bible

Jésus dit:
 "Ne vous inquiétez donc pas du lendemain; demain s'inquiétera de lui-même. A chaque jour suffit sa peine."
 Matthieu 6³⁴

FONDATION GIGUERE
 AUTOMOBILE

Un nouveau confort pour le colostomisé dont l'intestin fonctionne régulièrement

Le pansement protecteur de Hollister introduit un nouveau concept pour la protection du colostomisé dont l'intestin fonctionne régulièrement - le filtre pour les gaz - qui désodorise tout en diminuant la pression. Pas plus gros qu'un mouchoir plié, le pansement protecteur pour la bouche de colostomie est fait d'une pellicule contre les odeurs et contient une compresse absorbante et douce. Un adhésif anti-allergique le fixe parfaitement... sans besoin de ceinture. Au travail comme à la maison, le pansement protecteur pour la bouche de colostomie reste bien fixe en place sur vous.

- ANNEAU DE KARAYA EXCLUSIF
- PELLICULE CONTRE LES ODEURS
- JETABLE APRES USAGE
- LEGER ET COMPACT

Venez nous rencontrer à notre département de corseterie médicale pour avoir tous les renseignements sur les produits médicaux Hollister.

brunet

MAIL ST-ROCH, Québec 529-5741

les élections du 18 février

Mirabel doit avoir sa zone franche de droits (Roy)

MONTREAL (PC) — Le chef du Crédit social du Canada, M. Fabien Roy, a proposé hier la création d'une zone franche de droits dans la région de Mirabel, ce qui permettrait, en plus d'entreposer la marchandise, de l'assembler et la transformer.

La marchandise acheminée à une zone franche de droits est exempte de droits de douane. Selon M. Roy, il y aurait présentement aux États-Unis 28 zones franches, et une quinzaine d'autres n'attendraient que l'approbation des autorités fédérales américaines, alors qu'au Canada, il n'y en a aucune, ce qui est "inexplicable".

Au cours d'une conférence de presse, le chef créditiste a déclaré que cette zone assurerait l'expansion économique de la région de Montréal, ce qui contribuerait à "lui conserver son titre de métropole du Canada".

M. Roy ne peut toutefois prédire les retombées économiques pour Montréal, bien qu'il puisse affirmer qu'un tel projet permettrait "la création de 5.000 à 10.000 emplois en cinq ans", tout en favorisant la venue d'industries de pointe au Canada.

Emplacement idéal

"Il n'y a pas de meilleur endroit que Montréal pour situer cette zone", dit M. Roy, puisque les principaux transporteurs aériens empruntent son corridor aérien. Tout le Québec et le reste du pays tireraient profit d'une zone franche de droits à Montréal, soutient le chef du parti créditiste, qui a entrepris une étude de la question.

S'il est accepté, ce projet permettrait de régler le problème du chômage qui sévit au Québec, "la deuxième province en importance au Canada. Il

faut trouver de nouvelles avenues à la solution des problèmes économiques", a dit M. Roy, pour qui l'établissement d'une zone franche à Mirabel serait la solution presque idéale. La marchandise acheminée par bateau au port de Montréal serait également exempte de droits.

Ce projet exigerait d'abord l'approbation des autorités fédérales. "Il faudra s'entendre avec les autorités municipales, le gouvernement provincial, mais les douanes et les tarifs relèvent du fédéral, qui doit prendre l'initiative de ce projet. Je ne connais pas de ville, ni de gouvernement qui refuseraient une zone franche."

Le chef créditiste a toutefois refusé de dire si le maire de Montréal, M. Jean Drapeau — qu'il avait rencontré plus tôt en matinée — avait accueilli favorablement cette idée.



De partout les mains se tendaient, hier, vers le chef libéral Pierre Elliott Trudeau, alors qu'il essayait de se frayer un chemin jusqu'au gymnase de l'université Western Ontario à London.

la campagne au jour le jour

par Réjean LACOMBE

La SSJB et les élections

C'est bien connu, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal n'est pas le plus ardent partisan du fédéralisme canadien. Son président, M. Jean-Marie Cossette avoue même qu'il n'a pas voté lors d'une élection fédérale depuis 1957. Après une telle abstention, il s'est dit prêt à rompre avec "sa" tradition. Mais, pas à n'importe quelle condition. Il indique que les 200.000 membres du mouvement devraient avoir à l'esprit deux considérations lorsqu'ils iront voter le 18 février. M. Cossette s'est dit prêt à voter cette fois-ci pour le parti qui promettrait d'abolir la loi sur les mesures de guerre et qui laisserait la Commission Keable accomplir son travail. Le président de la SSJB a souligné que la loi des mesures de guerre était le symbole d'un sentiment antiquébécois qui faisait que les citoyens du Québec avaient honte de montrer leur fierté nationale.

Fabien et Camil se réconcilient

Après l'appui tacite accordé à M. Fabien Roy le 22 mai dernier par le chef du Parti québécois, M. René Lévesque, c'est au tour maintenant du chef des démocrates créditistes, M. Camil Samson de tendre la main à M. Roy. C'est la grande réconciliation de la "famille" créditiste québécoise. Dans un communiqué de presse émis hier, M. Camil Samson a indiqué qu'il participera le 19 janvier, avec le chef du Crédit social du Canada, M. Roy, au congrès d'investiture qui doit désigner le candidat créditiste dans la circonscription électorale de Temiscamingue. Cette réunion aura lieu à Rouyn le 19 janvier. Cette circonscription englobe la majeure partie



Rodrigue PAGEAU

Une tempête de neige?

Une campagne électorale en plein hiver ne semble pas réjouir qui que ce soit. Mais, le pire qui puisse arriver, c'est que le 18 février, jour de votation, une bonne tempête de neige vienne perturber cette journée fatidique. Certains partis politiques, entre autres le Parti conservateur du Québec, y ont songé. Ainsi, au cours d'une entrevue accordée récemment au SO-

LEIL, l'organisateur en chef du PC québécois, M. Rodrigue Pageau, a indiqué que cette hypothèse avait été envisagée. Si jamais cela se produit, avoue-t-il, nous mettrons en branle notre "système spécial". Toutefois, M. Pageau n'a pas voulu divulguer la stratégie que sa formation politique utilisera en cette occasion.

Un adversaire pour M. Lamontagne

L'ancien ministre des Postes dans le gouvernement Trudeau et député de Langelier, M. Gilles Lamontagne, devra faire la lutte à un candidat conservateur. Me Pierre Linteau annoncera officiellement jeudi qu'il posera sa candidature pour le PC dans cette circonscription électorale. Le 22 mai dernier, M. Lamontagne avait facilement triomphé de son adversaire, créditiste, M. André Simoneau, par quelque 20.000 voix de majorité. Le candidat conservateur, M. Paul Michaud, devait se contenter d'un maigre 2.149 voix, soit 10 fois moins que M. Lamontagne.

L'itinéraire des chefs

Mardi, le 15 janvier:

Joe Clark: Il passera l'avant-midi dans la région de Niagara. Au cours de l'après-midi, il se rendra à Fort Erie. En soirée, il s'envolera vers Regina où il passera la nuit.

Pierre Elliott Trudeau: Il prononcera un discours devant les membres d'un club féminin de Toronto. Il se rendra par la suite à Saskatoon où il passera la nuit.

Ed Broadbent: Au cours de l'avant-midi, il s'adressera aux membres du Board of Trade de Halifax. Il se rendra par la suite à Sydney où il prononcera un discours devant des partisans. Il passera la nuit à cet endroit.

Les étudiants ontariens raniment la trudeumanie

LONDON, Ont. (PC) — Au cours de la plus importante assemblée politique jamais tenue sur le campus de l'université Western Ontario à London, plus de 4.000 étudiants, sur une possibilité de 15.000, ont réservé hier un accueil délirant au chef du Parti libéral, faisant revivre les plus belles années de la trudeumanie et rompant carrément avec la monotonie qui a caractérisé jusqu'à maintenant la tournée du chef libéral.

Fidèle à son habitude, M. Trudeau a dénoncé les nombreuses pirouettes et les multiples promesses brisées du premier ministre Clark qui, a-t-il dit, ont fait apparaître de façon évidente le besoin de renverser un gouvernement qui a fait du Canada une risée sur le plan international dans l'affaire de l'ambassade canadienne en Israël.

Le chef de l'Opposition a particulièrement insisté sur "l'injuste budget conservateur" qui aurait pu entraîner la ruine économique du pays, a-t-il affirmé.

Le programme économique

En contraste avec l'incompétence

des politiques de M. Clark, qui a démontré de façon flagrante l'incapacité de gouverner des conservateurs, le programme économique mis de l'avant par les libéraux garantit, selon M. Trudeau, un gouvernement stable qui verra à gérer avec efficacité les affaires de la nation et procurer une sécurité à tous les Canadiens.

M. Trudeau, que les étudiants ont ovationné à plusieurs reprises au cours de son discours, a repris les différentes composantes de son programme économique pour démontrer que les libéraux pouvaient offrir une alternative valable aux conservateurs de M. Clark. Ainsi, s'est-il engagé à limiter la croissance des dépenses de l'État à un niveau inférieur à celui du produit national brut.

Il a promis également une révision du système de taxation ainsi qu'une réduction graduelle du déficit gouvernemental "afin de ne pas relancer l'inflation ou augmenter le chômage". M. Trudeau a déclaré qu'il retirerait la taxe d'accise de 18 cents sur l'essence

et qu'il élargirait le mandat de Pétro-Canada.

Sur le plan industriel, le chef libéral a promis d'instaurer une politique régionale de stimulation économique. Il a réitéré son engagement envers la petite et la moyenne entreprise ainsi qu'envers les travailleurs. Conséquemment, un gouvernement libéral adoptera une politique appropriée pour garantir à tous les Canadiens le droit au travail, à la sécurité d'emploi ainsi qu'à un environnement de qualité.

Aux applaudissements de l'auditoire, M. Trudeau a déclaré que les femmes jouiraient d'un "traitement égal pour un travail égal".

Par ailleurs, le chef de l'Opposition a annoncé qu'il ferait sous peu des déclarations importantes sur la sécurité financière pour les personnes âgées retraitées ainsi que sur la politique étrangère d'un futur gouvernement libéral.

Le programme libéral, c'est du toc, répète Broadbent

TORONTO (PC) — Le chef du Nouveau parti démocratique, M. Ed Broadbent, a affirmé hier que les électeurs ne verront que du toc dans le programme électorale du Parti libéral et qu'ils ne seront pas assez crédules pour penser que les libéraux pourront accomplir dans les années 80 ce qu'ils n'ont pu faire dans les années 70.

Parlant à des journalistes et lors d'une émission de lignes ouvertes, M. Broadbent a attaqué verbalement les libéraux, deux jours après que M. Pierre Elliott Trudeau ait dévoilé, dans des termes généraux, les promesses de son parti.

Ce programme, d'après le chef néo-démocrate, est une condamnation

des 11 années au pouvoir de M. Trudeau, au cours desquelles le déficit de l'État s'est accru de \$11 milliards, le chômage a grimé et la justice sociale s'est rétrécie.

Il a aussi mis dans le même sac les chefs des deux grands partis: "Je pense que nous avons deux flipflops. Trudeau c'est le flip et Clark c'est le flop."

Il a aussi condamné M. Trudeau pour ce qu'il a appelé sa "décision anti-démocratique" de renoncer au débat télévisé des chefs de parti. M. Broadbent a ajouté qu'il continuerait d'insister auprès des réseaux de télévision pour qu'un débat ait lieu entre

lui et M. Clark et qu'une chaise vide symbolise l'abstention du chef libéral.

Le chef du NPD s'est également dit prêt à un débat à la radio.

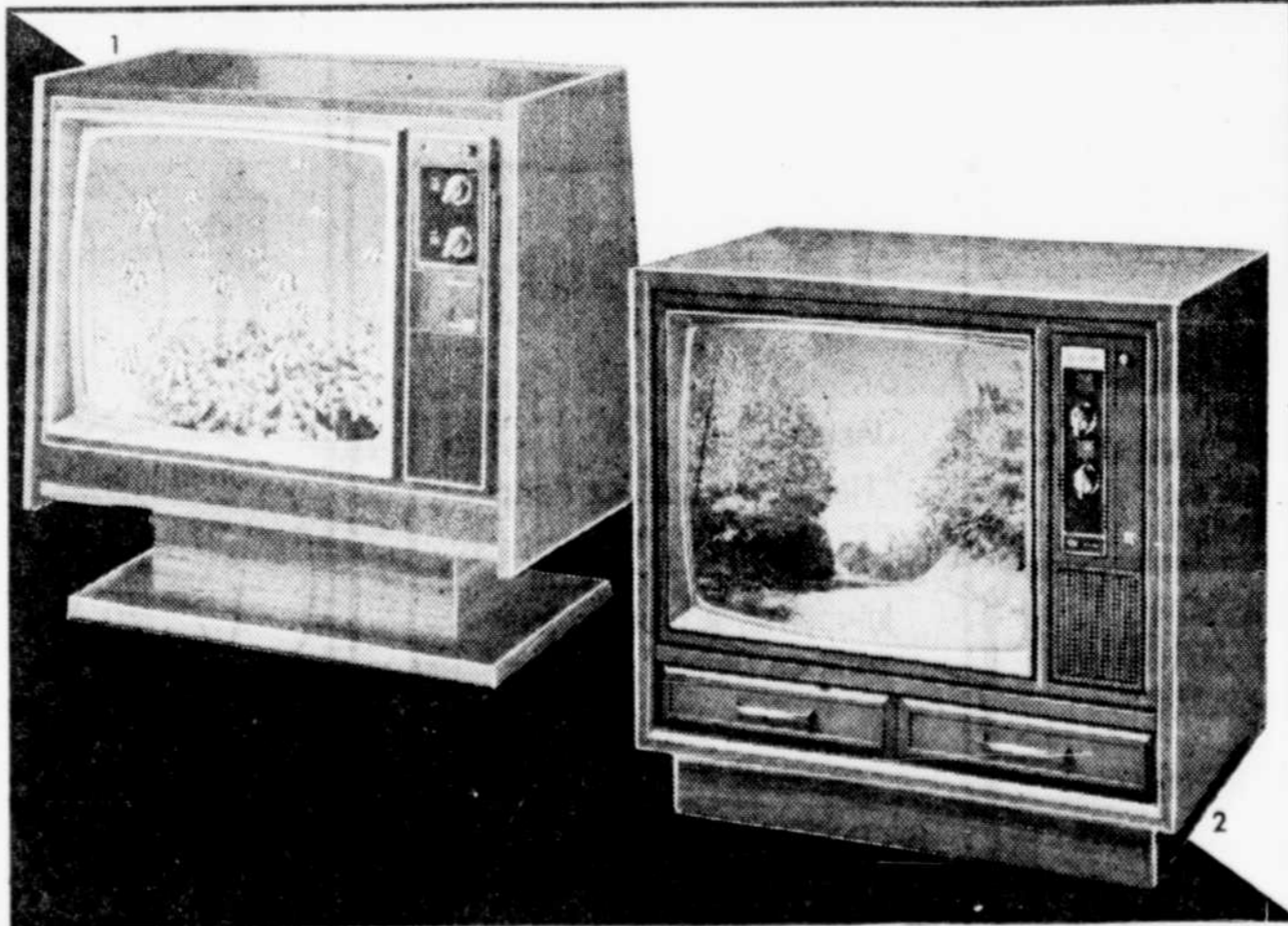
Il a repoussé les affirmations voulant que les libéraux puissent enlever des votes aux néo-démocrates, affirmant que le programme libéral n'était que de la propagande.

Pendant les années de pouvoir des libéraux, a ajouté M. Broadbent, les pensions de vieillesse et le supplément du revenu garanti n'ont pu faire passer en haut du seuil de la pauvreté une foule de couples retraités. Quant au ministère de l'Expansion économique régionale, il n'a créé en huit ans que 66.770 emplois, a-t-il ajouté.

Les télécouleurs Panasonic: les joies du petit écran à prix réduit

1) Télécouleur Panasonic 26" "Hampton" 899⁹⁵ ch.

Le "Hampton" est équipé du "Video Sensor" qui ajuste l'image à l'éclairage ambiant. Système de contrôle de la couleur "Colorpilot". Lampe-écran Quinrix 100°. Sélecteur Panalock et contrôle Panabrite. Base pivotante. Modèle PC 26E-56c.



2) Télécouleur Panasonic 26" "Meadowvale" 799⁹⁵ ch.

Le "Meadowvale" de Panasonic est muni du système de contrôle de la couleur "Colorpilot". Lampe-écran "In-Line" 100°. Sélecteur automatique Panalock. Contrôle Panabrite. Châssis tout transistorisé. Cabinet au fini noyer. Modèle PC 26 F-50.

Eaton, Place Ste-Foy, Ste-Foy (460)
Venez ou téléphonez 653-9331
Utilisez votre carte-comptable Eaton

EATON
ou une cubaine en vaut le "coût"

consommation



Bustier noir et étain de Londres, garnie de soutache zigzag à chaque volant, de Maggy Reeves.

Mode rétro... d'avant-garde pour les vacances

TORONTO (PC) — C'est un long ruban nostalgique qui se déroule dans les méandres de la collection de vacances de la couturière canadienne, Maggy Reeves: "Tout le monde le fait, il n'y a pas un couturier qui ne soit d'avant-garde et rétro à la fois, disait-elle dans une interview; la vérité, c'est que la femme paraît beaucoup mieux dans des atours suggérées que dans des silhouettes très carrées. Ainsi fais-je, avec un new look, un retour au flou".

Le message est clair: "Vous pourriez penser découvrir quelque chose qui conviendrait aux années '80, en fouillant dans votre garde-robe et il se pourrait que vous eussiez raison, mais il y a des chances que la nostalgie serve de prétexte à votre inventaire", dit-elle.

C'est comme lorsque vous retrouvez des vieux souliers et des vieux sacs à main, vous aurez tendance à croire qu'ils font encore nouveau, mais

c'est plutôt rare: "Vous ne refaites vraiment jamais les choses de la même façon", dit-elle. "Vous utilisez des tissus différents, aux couleurs plus vives."

Je fais un peu flou, mais l'épaule est beaucoup plus haute qu'avant. Vous confectionnez une robe maintenant avec des épaules larges et rembourrées et la jupe étroite et serrée. Dans les années '30, Jean Harlow portait de ces toilettes, mais les manches étaient collantes, jamais bouffantes".

Madame Reeves conclut: "Nous faisons des robes des années '20; c'est ainsi que vous pouvez les appeler; mais à cette époque, la femme avait les épaules tombantes, aujourd'hui elle les a carrées. Vous faites une robe imprimée avec des fronces et il se peut qu'elle ait l'air des années '40, mais elle est totalement différente, parce qu'elle est asymétrique. D'un côté, c'est une époque, de l'autre, une autre".



Pour les vacances, robe chemise en mousseline de soie à pois, avec des cascades de fronces volantes tombant sur une ouverture intrigante, de Maggy Reeves.

Bijoux: les chaînes et broches de 1980

PARIS (AFP) — Quarante-huit artistes dont 17 femmes créateurs de bijoux contemporains réunis à Paris par les soins de la Société d'encouragement aux métiers d'art et du Centre d'information du diamant, ont présenté peu de jours avant Noël, sous le titre "Bijoux 80" leurs dernières créations.

Dans une quinzaine de vitrines composées de telle sorte que chaque artiste était mis en valeur par la présence même des oeuvres de ses confrères, l'art contemporain du bijou de qualité était

présenté dans sa diversité, la variété de ses sources d'inspiration, l'insolite des matériaux travaillés — le cristal de diamant naturel enchâssé dans l'or satiné, l'ardoise alliée à l'argent et aux pierres dures, l'altuglas, l'ébène, le marbre à l'or pur et au diamant taillé — et surtout, la créativité qui a présidé à la réalisation des quelque 200 bijoux proposés.

Tres nouveaux dans leur conception et leur inspiration, ces bijoux mouvants permettent de jouer à l'infini sur le thème "chaînes et

broches" avec des cascades de perles et des cabochons de vermeil rehaussés de pierres dures, se drapant au gré de la fantaisie de celle qui les porte ou de prôner le dépouillement en trois ors: jaune, vert, rose.

Sans qu'il soit question de bijou, mais tout simplement d'investissement, le diamant est à l'ordre du jour. On note un regain d'intérêt pour le diamant-placement. Son faible encombrement par rapport à l'or est un atout. A la bourse du diamant, un brillant extra-blanc d'un carat représente approximativement deux kilos d'or.

Or, argent, pierres dures, perles, diamant, coquetterie, élégance ou placement, le bijou est à la mode, mais il évolue. Chaque génération se prend de passion pour tel ou tel style, chaque décennie voit le renouvellement profond de la panoplie bijoux, chaque année de nouveaux créateurs font des propositions nouvelles, chaque saison voit naître des collections sans qu'on puisse dire

réellement si le bijou suit la mode ou s'il la précède.

Le bijou 80 marque une sorte d'éclosion après la discrétion qui a régné depuis quelques saisons. La mode qui se voulait écologique prônait un retour à la simplicité, aux bijoux discrets, modestes, presque invisibles et qu'il fallait savoir déceler dans la superposition d'éléments vestimentaires empruntés comme des pelures d'oignon.

Le bijou 80 prend du volume et de l'ampleur. Il se veut

sinon spectaculaire, du moins visible, doué de personnalité. Il se montre, il vit; pour l'animer, le créateur se fait sculpteur plus encore que joaillier.

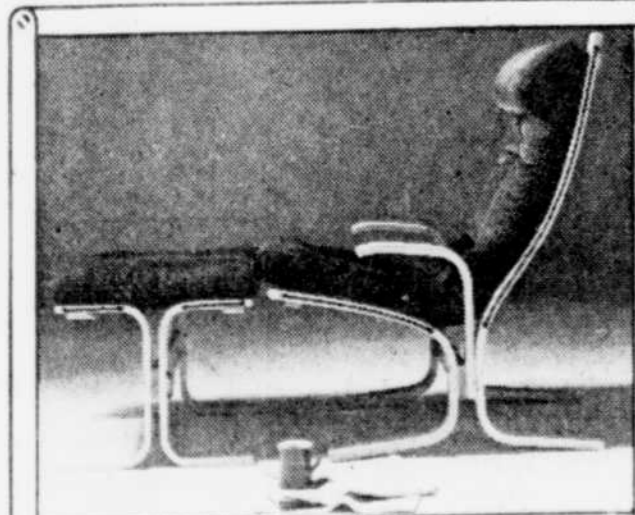
La recherche esthétique se fait à la fois dans la forme et dans la matière (insolite), dans l'alliance de la pierre précieuse et du matériau brut ou de synthèse. On découvre le diamant de couleur. La grande diversité d'inspiration et d'expression démontre une extraordinaire vitalité de la profession au niveau de la créativité.



Dans la collection de bijoux Grès-Cartier, une châtelaine de perles avec motif hindou en émeraude, rubis, saphir et brillant.

Les jeunes Québécoises
Des le 18 janvier au:
cinéma le paris 1
PLACE D'ORLÈVES 674-0291

Audace
AGENCE DE MANNEQUINS
COURS DE CHARME ET PERSONNALITÉ DEBUTANT LE 28 JANVIER
75, Grande-Allée est, Québec
529-6761



Le fauteuil à structure de chêne laminé
Fini naturel, accompagné de son pouf. Revêtement en velours côtelé, couleur brun. L'ensemble: \$289.
zip le prêt-à-apporter du meuble design
international
Angle boulevard Hamel et Henri IV tel.: 871 2221

GRAND TRIANON AUTOMOBILE
A PARTIR DE **\$4848²⁴**
Transport et manutention inclus
JAMAIS TROP TARD POUR BIEN
VENTE BLEU • BLANC • ROUGE
La voiture nord-américaine la PLUS économique...
à l'achat à conduire à l'entretien
Incluant: Moteur 2.3 litres - Dégivreur électrique - Pneus radiaux - Chauffe-moteur
100 PINTO 1980 en inventaire. Différents modèles.
100 PINTO 1980 en inventaire. Différents modèles.
GAZ 6.3 LITRES 100 km/h 45 km/h économie
PRETES POUR L'HIVER C'est Transport Canada qui l'affirme!
PROGRAMME D'ENTRETIEN PROLONGE 80,000 km - 36 mois disponible.
2500, BOUL. MONTMORENCY, QUEBEC
Face à Woolco, Giffard - 667-9330

Aubaines d'hiver
ÉCONOMISEZ JUSQU'À **50%**
Réalisez des économies grâce à la liquidation du stock
Le prix du stock fin de série et des articles discontinués a été réduit dans tous les magasins Bowring. Vous y trouverez un vaste choix de cadeaux et accessoires pour la maison à liquider. D'unique trouvailles pour votre foyer à prix exceptionnels!
Réalisez des économies grâce aux soldes des fabricants
Lorsqu'un fabricant discontinue la fabrication d'un article, il arrive souvent qu'un certain nombre de ces produits demeure invendu. Ainsi, Bowring bénéficie de conditions avantageuses pour vous faire réaliser de véritables aubaines. Prévalisez-vous de cette chance unique et offrez-vous de merveilleux articles pour votre foyer à prix exceptionnels!
Venez dès aujourd'hui!
La plupart des articles sont offerts en quantité limitée. Les soldes débutent le 15 janvier, et les aubaines seront vos jusqu'à épuisement de la marchandise.

SOLDE DE SERVIETTES Fieldcrest
La fabuleuse sensation de bien-être des serviettes Lustré vous ravit année après année. Irrésistiblement douces et épaisses, rasées d'un côté et bouclées de l'autre, elles vous entraînent dans un tourbillon de couleurs depuis les pastels les plus tendres jusqu'aux terres de Siègne les plus chauds.
À l'occasion des soldes de serviettes chez Bowring, vous pouvez vous envelopper de la sensation Fieldcrest à un prix réduit. Économisez jusqu'à 26% sur les ravissantes serviettes Lustré et jusqu'à 27% sur les tapis de bain Royal Velvet.
Serviette de bain Lustré Reg \$15.95 Solde \$11.99
Essuie-main Lustré Reg \$ 9.50 Solde \$ 6.99
Débarbouillette Lustré Reg \$ 3.75 Solde \$ 2.79
Essuie-doigts Lustré Reg \$ 3.75 Solde \$ 2.79
Tapis de bain Royal Velvet 60 x 91cm oblong Reg \$21.95 Solde \$15.99
Tapis de bain Royal Velvet 60 x 91cm ovale frange Reg \$21.95 Solde \$15.99

BOWRING
Place Laurier, Ste. Foy, Place Québec, Québec, Carrefour de l'Estrie, Sherbrooke
nous acceptons les cartes Master Charge/Visa/American Express
Fondée en 1911

Colloque régional sur la violence à Québec

par Pierre BOULET

Le dixième colloque régional sur la violence réunira quelque 350 intervenants de la région de Québec, demain, jeudi et vendredi, au complexe G. A l'ordre du jour, trois thèmes: la violence envers les femmes, la violence envers les enfants et la violence dans la pornographie.

Il s'agit en fait de l'avant-dernier d'une série de 11 colloques régionaux, organisés par le ministère de la Justice en collaboration avec le ministère des Affaires sociales et le Conseil du statut de la femme.

Ces colloques ont comme premier objectif de promouvoir des mécanismes pour enrayer la violence. Ils visent à identifier l'ampleur du phénomène dans chaque région et à susciter une certaine communauté d'intérêts et d'actions auprès des organismes et des institutions qui travaillent à contrer la violence.

Selon la coordonnatrice provinciale des colloques, il ne s'agit que d'une première étape de réflexion. C'est pourquoi les organisateurs ont décidé de s'adresser d'abord à ceux qui interviennent professionnellement ou de façon militante sur le phénomène de la violence.

Le colloque ne s'adresse donc pas au grand public. On y retrouvera des travailleurs sociaux oeuvrant dans des CSS ou des CLSC, des professionnels provenant des départements de santé communautaire, des représentants des corps policiers, des avocats de l'aide juridique, des représentants venant du réseau des affaires sociales et de celui de la justice.

Pour représenter le milieu, les organisateurs ont fait appel aux "groupes constitués". Pour avoir accès au colloque, le monde ordinaire devra donc démontrer sa participation ou son adhésion officielle à un organisme ou à un groupe déjà reconnu pour ses interventions ou pour son militantisme

dans le domaine de la lutte contre la violence (groupes de parents, groupes de femmes...)

Les bonnes personnes???

Au cours de la conférence de presse convoquée pour promouvoir le dixième colloque régional, hier, les journalistes ont demandé aux organisateurs si ces derniers croyaient rejoindre les "bonnes personnes" en s'adressant à un petit noyau de spécialistes oeuvrant en milieu institutionnel.

Selon la coordonnatrice provinciale des colloques, le grand public aura tout le loisir de bénéficier du même type de démarches... pourvu, bien sûr, qu'il se trouve des organisateurs disposés à mettre sur pied des colloques ou des sessions de formation ou de réflexion sur le thème de la violence. Le ministère de la Justice dispose en effet d'un budget de \$175.000 à l'intention de ceux et celles qui seraient intéressés à mettre sur

pied ce genre d'activité. Cette somme sera versée sous forme de subventions avant le 1er avril.

Quant à savoir si les colloques régionaux rejoignent les "bonnes personnes" en milieu institutionnel, Mme Stella Guy dit espérer que les participants sauront être autant de multiplicateurs à l'intérieur des établissements qu'ils représentent.

Jusqu'à maintenant, il semble que les colloques régionaux ont déjà donné quelques résultats... dans la mesure, en tout cas, où l'un des objectifs vise à amener les participants à trouver des éléments de solutions à leur niveau, dans leur milieu.

C'est ainsi que, dans certaines régions, les représentants des milieux judiciaires et sociaux ont mis au point un protocole d'entente leur assurant une meilleure coordination au moment d'accueillir des femmes violées. Ces dernières voient ainsi leurs démarches facilitées, ne se trouvant plus

Québec, Le Soleil, mardi 15 janvier 1980

obligées de recommencer à raconter leur histoire à chaque fois qu'elles doivent faire face à un nouvel intervenant.

Ailleurs, des infirmières travaillant dans un département de santé communautaire ont intégré, dans leur pratique quotidienne, une démarche préventive axée sur les thèmes étudiés au colloque. Et ce ne sont là que quelques exemples.

Enfin, les participants aux neuf premiers colloques régionaux semblent générer un consensus autour de certaines priorités: nécessité absolue de maintenir des services bénévoles ou privés, tels les centres d'hébergement pour les femmes battues; urgence de changer la loi fédérale sur le viol; urgence de mettre sur pied et d'étendre les programmes d'éducation sexuelle dans les écoles; urgence de raffiner les moyens de dépistage des sévices faits aux femmes et aux enfants; nécessité de renforcer l'accessibilité à la pornographie, etc.

Daquet

Mail St-Roch, 5e, tél.: 524-5121
Place Laurier, 2e, tél.: 651-7070



Mobilier de cuisine 'Sampton'

De style moderne, ensemble de 5 morceaux comprenant la table 36"x48" extensible à 60" en blanc lustré et 4 chaises 'Daytona' en 52% coton et 48" acrylique, bordure en noir Calais. Fini chrome brillant.

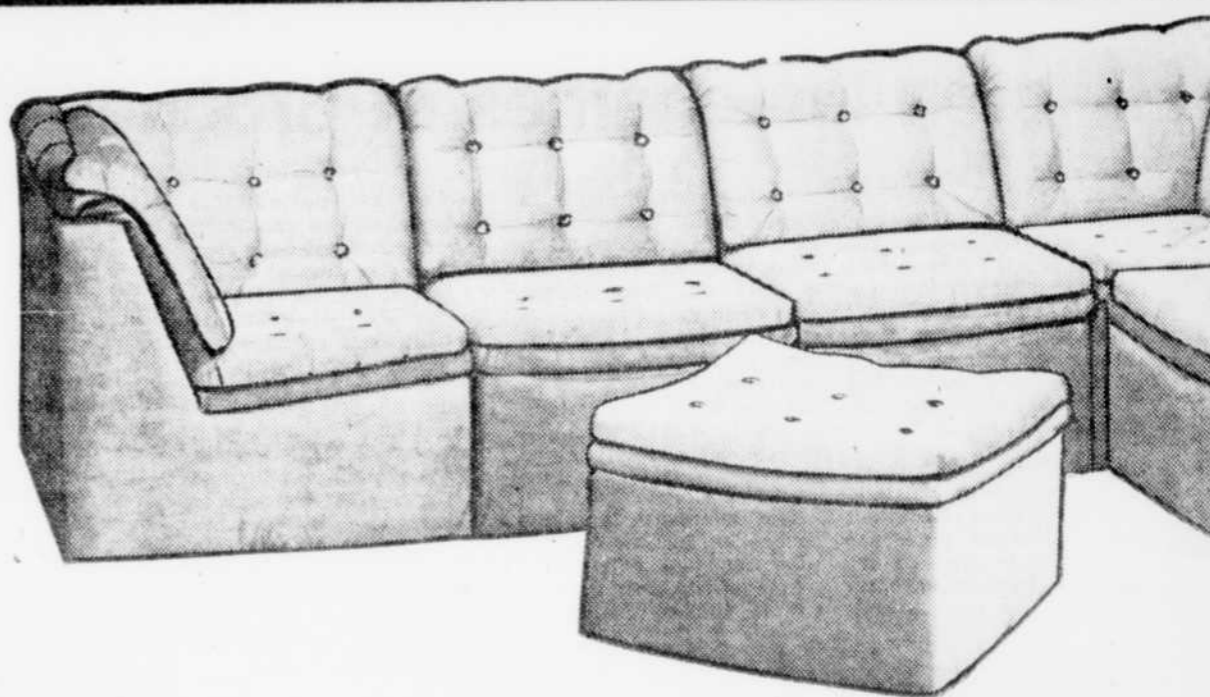
359.

spécial de réouverture

R. 30, 5e, Mail St-Roch et Place Laurier 2e.

Demain, RÉOUVERTURE

de notre rayon des meubles

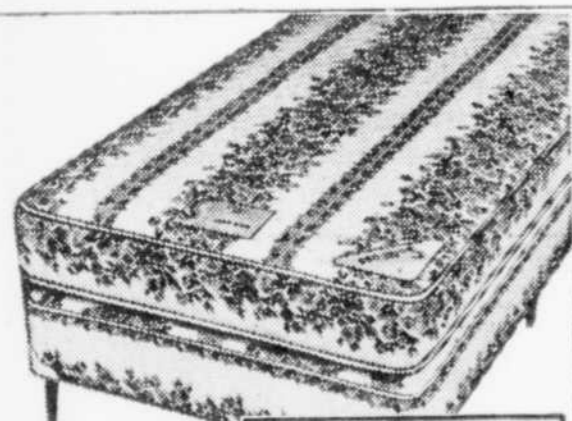


Mobilier sectionnel 'Rejean Brochu'

Un confort moderne alliant la richesse du velours rouille. Ce mobilier comprend 3 fauteuils droits et 2 fauteuils en coin. A disposer selon les espaces de votre salon.

spécial de réouverture

R. 30, 5e, Mail St-Roch et Place Laurier 2e.



ZODIAC SUPRÊME

Ensemble 'Suprême de luxe'

Matelas extra ferme dont ses 840 ressorts ont fait sa renommée. Modèle approuvé par l'association des chiropraticiens du Québec.

Ensemble 54", spécial de réouverture	315.
Ensemble 39", spécial de réouverture	270.
Ensemble 60", spécial de réouverture	380.
Matelas seul 39", spécial de réouverture	180.
Matelas seul 54", spécial de réouverture	200.



ZODIAC SUPRÊME

Ensemble 'Kiropedic'

Spécialement conçu pour ceux qui ont mal au dos. Sommier modulaire anti-mouvement d'oscillation amortissant chocs et pesanteurs. Approuvé par l'association des chiropraticiens.

Ensemble de 39", spécial de réouverture	225.
Ensemble de 54", spécial de réouverture	265.
Matelas seul 39", spécial de réouverture	150.
Matelas seul 54", spécial de réouverture	170.



ZODIAC SUPRÊME

Ensemble 'Élegant'

Matelas de 252 ressorts, calibre 13, feutre compressé, rebords protecteurs. Sommier rembourré 252 ressorts. Surface piquée.

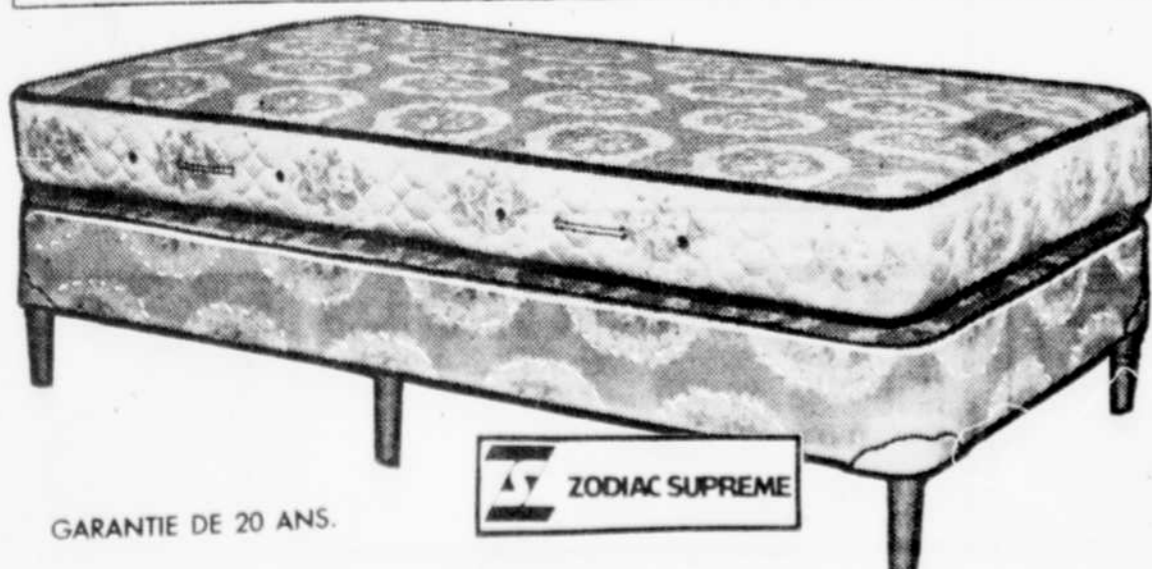
Ensemble de 54", spécial de réouverture	169.
Ensemble de 39", spécial de réouverture	135.
Matelas seul 54", spécial de réouverture	85.
Matelas seul 39", spécial de réouverture	80.

Ensemble 'Symphonie'

Rembouillage de luxe, une construction reconnue comme un chef-d'oeuvre de confort.

Ensemble de 54", spécial de réouverture	419.
Ensemble de 39", spécial de réouverture	349.
Matelas seul 54", spécial de réouverture	289.
Matelas seul 39", spécial de réouverture	239.

R. 30, 5e, Mail St-Roch, Place Laurier 2e, Galeries Chagnon 1er, tél.: 833-7711.



ZODIAC SUPRÊME

GARANTIE DE 20 ANS.



Télécouleur

20" MAGNAVOX de

Système-couleurs vid bouton unique et filtre définition. Sélecteur de électronique de précision ches 'Touch-Tune' incorporé. Conception cor raine. Fini grain noyer 26 1/4 x 17 1/4 x 17 1/2"

spécial de ré

Garantie de 3 ans sur pièce à domicile.

Télécouleur

20" MAGNAVOX de

Un coffre grain noyer, super 20, transistorisé à Tube-image axé de précision. Cord précis automatique, de couleur automatique, commande de curseur pour me. Dim: 24x17x19"

spécial de ré

Garantie de 3 ans sur pièce à domicile.

R. 65, 5e, Mail St-Roch et Place Laurier 2e.

Stéréo 'Jukebox'

De style moderne, stéréo verticale avec grille noire en mousse, comprenant radio stéréo AM/FM, lecteur 8 pistes, magnétophone cassette. Une porte pliante cache un phono stéréo automatique BSR. Deux microphones pour enregistrement.

spécial de réouverture

399.

R. 65, 5e, Mail St-Roch et Place Laurier 2e.

Chasse et Pêche La destitution du fonctionnaire Claude Fournier est annulée

par Raymond GAGNE

Reprochant à Claude Fournier d'avoir fait preuve de laxisme dans l'exécution de ses fonctions, Lise Langlois, de la Commission de la fonction publique du Québec, annule toutefois sa destitution et la remplace par une suspension de trois mois. Elle le réinstalle dans ses fonctions d'assistant-chef de district à la Direction de la conservation de la faune à compter du 15 décembre dernier.

Claude Fournier, de Papineauville, n'est d'ailleurs pas le seul à être blâmé par le commissaire Langlois qui a jugé opportun de formuler plusieurs reproches sérieux, en matière de relation de travail, aux autorités de l'ancien ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

Tout en tenant compte de circonstances atténuantes, le commissaire Langlois a jugé condamnable la conduite de Claude Fournier. Elle lui reproche aussi de ne pas avoir rempli les obligations découlant de son poste

de responsabilités en omettant de vérifier le travail de ses subalternes.

L'assistant-chef avait été destitué de ses fonctions le 11 septembre par l'ancien sous-ministre Michel Duchesneau qui s'était appuyé sur sept motifs. Il a fait appel à la Commission de la fonction publique et sa cause a été entendue les 21 et 22 novembre.

Trois motifs retenus

Dans sa décision rendue publique récemment, le commissaire Langlois a retenu trois motifs. Elle en a rejeté deux, les deux autres ayant été retirés par le ministère lors de l'audition de l'appel.

Fournier a utilisé l'équipement du ministère à des fins personnelles de trappage; il a également utilisé l'équipement du ministère à des fins de préparer un sentier d'une longueur pouvant varier entre 500 et 1.000 pieds et ce, sur son temps de travail, en vue de le faire servir à la coupe de

cerisiers d'automne pour le compte personnel du directeur adjoint à la Direction de la conservation à Montréal alors en poste.

Ce dernier a, au même moment que Fournier, été destitué de ses fonctions et sa cause en appel se poursuivra dans le courant du mois de janvier.

Enfin, le commissaire Langlois reconnaît comme fondé le motif voulant que Claude Fournier ait ordonné que des castors empoisonnés soient lancés dans le parc Papineau-Labelle par des agents sous sa responsabilité à partir d'un hélicoptère du service aérien gouvernemental et à des endroits autres que ceux autorisés. Cet ordre aurait été donné à l'encontre des directives du ministère.

Le ministère

Le commissaire Lise Langlois reproche à l'ancien ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche d'avoir laissé croire à son employé et

ce, pendant plusieurs années, qu'il n'avait rien de grave à lui reprocher.

De même, selon le commissaire, le ministère n'a apporté aucune preuve que Fournier avait déjà été l'objet de reproches, de réprimandes ou de sanctions. Fournier était pourtant à l'emploi du gouvernement depuis une quinzaine d'années.

Encore. C'est la situation même dans laquelle le ministère aurait placé Fournier qui aurait amené ce dernier à se comporter comme il l'a fait.

Le commissaire Langlois reproche aux supérieurs de Fournier d'avoir fait preuve du même laxisme dont elle tient coupable l'assistant-chef de district.

Enfin, elle signale que les autorités du ministère se sont comportées exactement comme Fournier en ce que, elles aussi, ont fait défaut de vérifier régulièrement le travail de leurs subalternes.

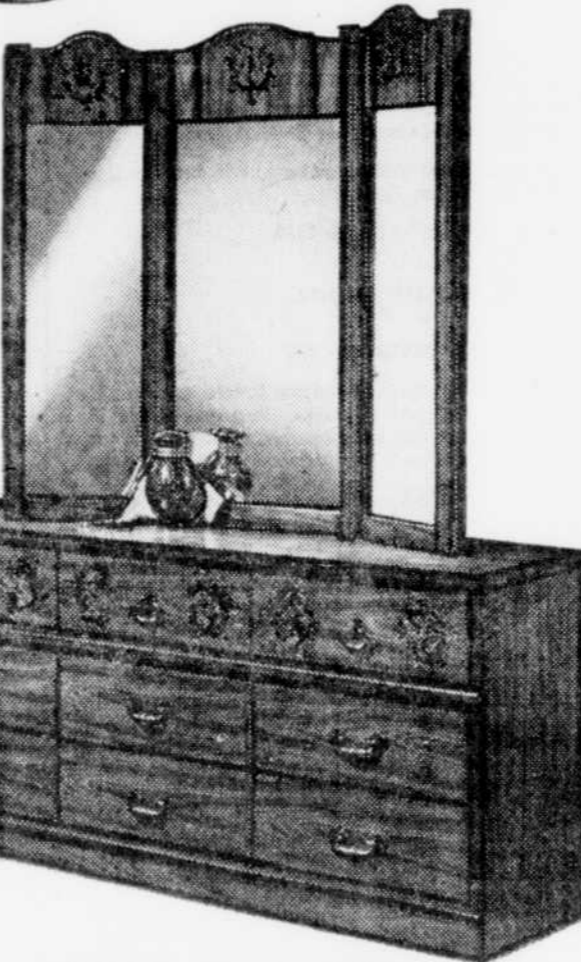
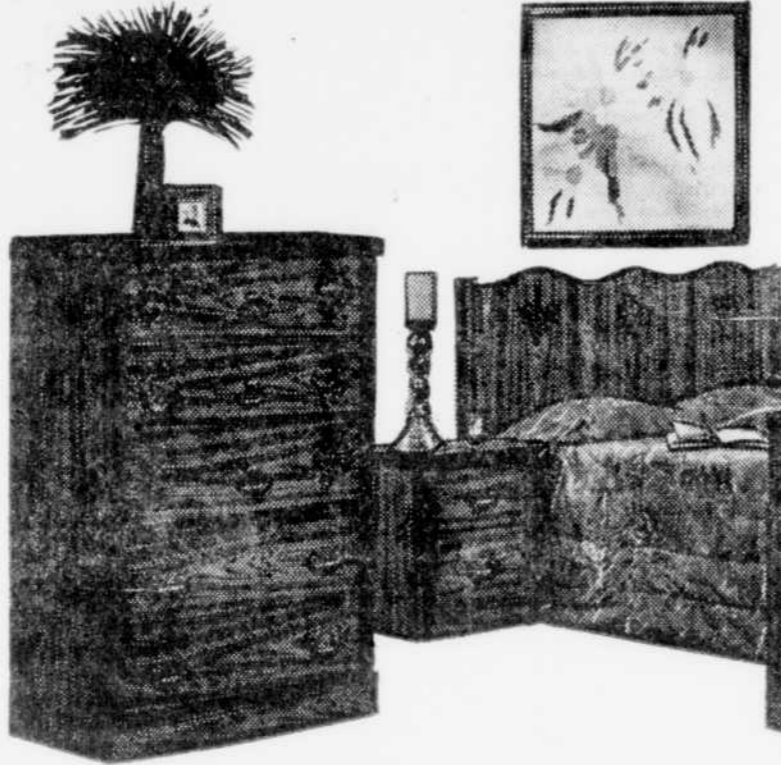
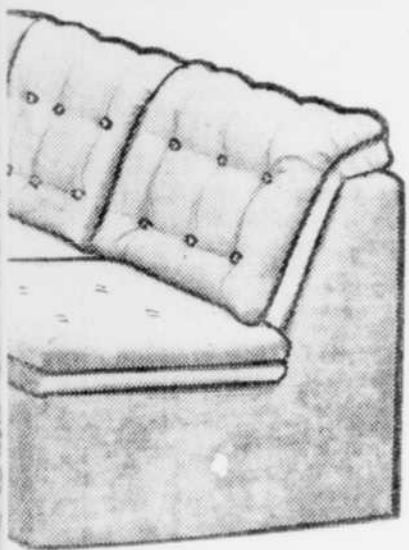
c'est la

REOUVERTURE

au 5^e étage du mail St-Roch

Daquet

Mail St-Roch, 5e, tél.: 524-5121
Place Laurier, 2e, tél.: 651-7070



100.

Mobilier de chambre 'Idéal'

De style contemporain, mobilier de 5 morceaux comprenant le bureau triple avec miroir triple à volets, commode à 5 tiroirs, tête de lit et table de nuit, fini chêne.

spécial de réouverture

R.30, 5e, Mail St-Roch et Place Laurier 2e.

559.

Fauteuil 'Park Hill'

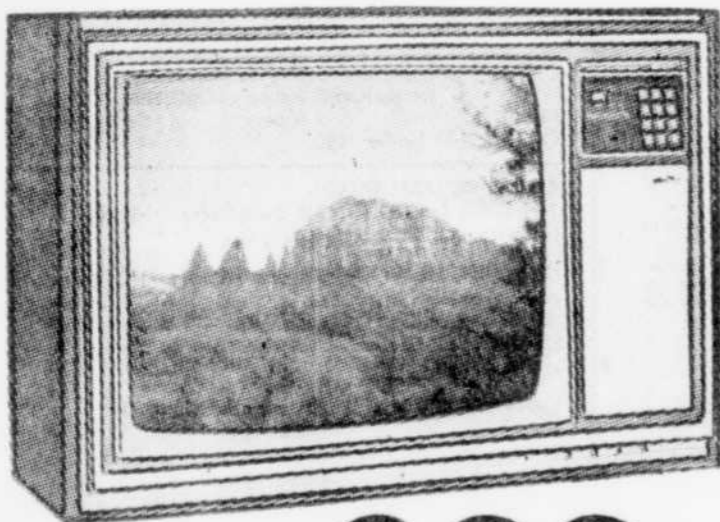
Modèle avec recouvrement en beau velours avec dossier capitonné. Siège réversible. Très confortable pour la détente pour madame ou monsieur.

spécial de réouverture

199.

R.30, 5e, Mail St-Roch et Place Laurier 2e.

PHILIPS
omatic
haute
canaux
à tou-
poré à
tempo-
Dim:



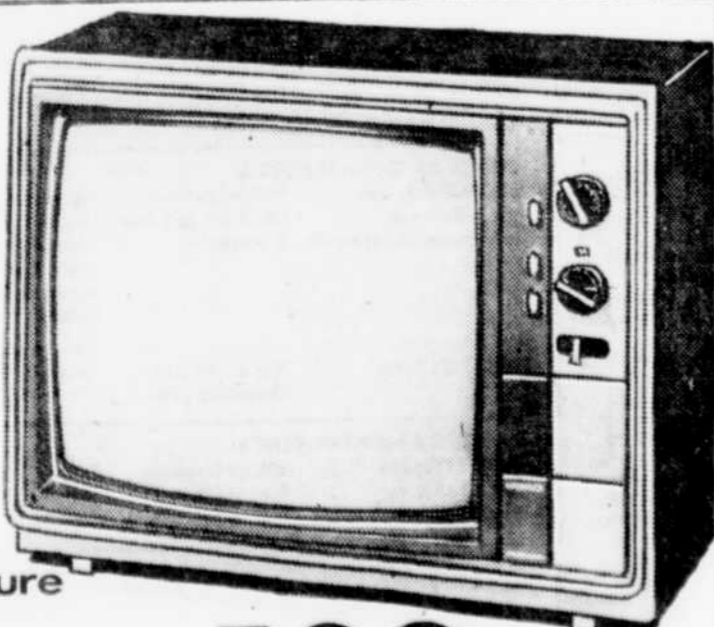
ouverture

es et main-d'oeuvre et ser-

899.

R.65, 5e, Mail St-Roch et Place Laurier 2e.

PHILIPS
Châssis
100%.
on, ac-
égla-
com-
e volu-



ouverture

es et main-d'oeuvre et ser-

Place Laurier 2e.

529.



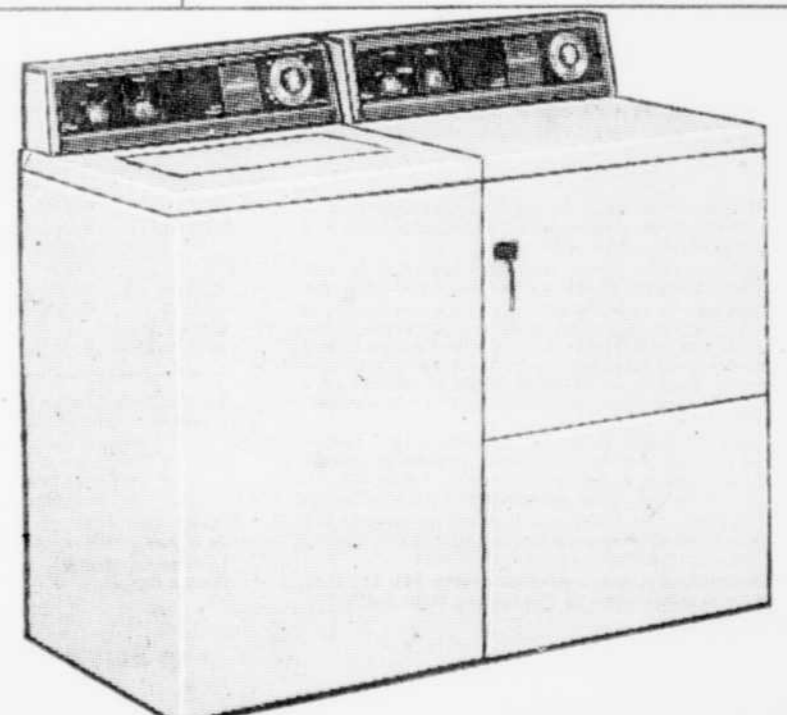
Réfrigérateur HOT POINT

Modèle de 13 pi. cu. avec congélateur séparé. Espaces de rangement dans les portes. Deux clayettes pleine largeur à hauteur réglable et une clayette fixe. Blanc, or, tan.

spécial de réouverture

485.

R.40, 5e, Mail St-Roch et Place Laurier 2e.



Laveuse Hot Point Cameo II

Quatre programmes de lavage et choix de deux vitesses et trois combinaisons de températures. Sélecteur du niveau d'eau. Arrière auto-nettoyant. Blanc ou couleur. Spécial de réouverture.

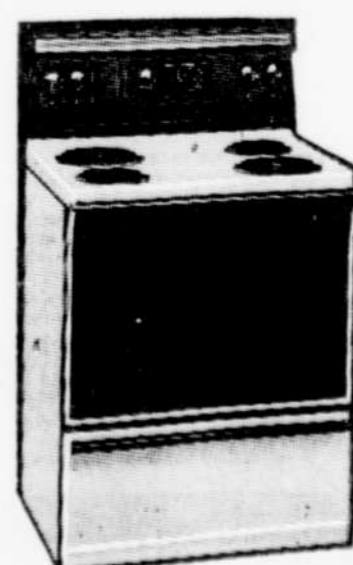
479.

Sécheuse Hot Point Cameo II

Modèle offrant cinq programmes de séchage, quatre températures. Filtre à charge amovible. Grille de séchage. Blanc ou couleur. Spécial de réouverture.

319.

R.40, 5e, Mail St-Roch, Place Laurier 2e.



Cuisinière HOT POINT

Four à nettoyage facile. Centre de programmation. Prise de courant chronométrée. Quatre éléments de surface avec commandes à réglages infinis de la chaleur. Panneau de porte en verre noir.

spécial de réouverture

415.

R.40, 5e, Mail St-Roch, Place Laurier 2e.

Port de Québec: navires russes non boycottés

par Jean GARON

Il est peu probable que les débardeurs du port de Québec, membres de la section 1739 de l'Association internationale des débardeurs, embolent le pas à leurs confrères américains et boycottent les navires battant pavillon soviétique.

Le président local, M. Jean-Claude Morissette, a en effet déclaré au S.O.L.E.I.L. qu'il y aurait boycottage seulement si le gouvernement canadien décidait d'un embargo à l'endroit de l'URSS.

Or on sait que le premier ministre Clark a décidé de maintenir les ventes de blé à l'Union soviétique et seulement de ne

pas suppléer à la diminution des livraisons américaines.

M. Morissette a par ailleurs souligné qu'il y aurait demain une réunion de tous les présidents de sections canadiennes afin de prendre position sur cette question.

De son côté, le maître de port, M. Jean-Claude Michaud, a déclaré que les autorités portuaires accueilleraient comme d'habitude tout navire mouillant à Québec.

Pareil boycottage ne pourrait de toute façon être appliqué à brève échéance puisqu'aucun navire soviétique n'est attendu à Québec au cours du mois de janvier.

Grève possible à la CEQ à la fin de ce mois-ci

MONTREAL (PC) — Les écoles primaires et secondaires, ainsi qu'un certain nombre de cégeps du Québec, pourraient être paralysés par une grève générale à la fin du mois.

Les responsables de la CEQ ont en effet tracé au cours du

week-end un bilan de leur négociation avec les commissions scolaires et le gouvernement et ils ont mis au point la stratégie qu'ils avaient déjà esquissée bien avant les Fêtes.

En conséquence, les enseignants des niveaux primaire et secondaire se prononceraient, d'ici le 23 janvier, sur une recommandation de grève générale qui ne prendrait fin qu'au moment d'un règlement. Des réunions informelles se tiendraient dans plusieurs écoles avant le vote sur la proposition de grève et, dans un petit nombre de

Société d'énergie de la Baie James

APPEL D'OFFRES: IKA-650-03-001
Aménagement de La Grande Rivière
EXPLOITATION ET ENTRETIEN DU CAMP DU PLANTER DU VILLAGE CANAPISCAU ET CAMPS SATELLITES
Date de fermeture: 12 février 1980 à 15h30
Heure de Montréal

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans un document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre paiement d'une somme non remboursable de \$50 pour chaque exemplaire complet, payable par chèque visé ou mandat à l'ordre de la Société d'énergie de la Baie James, du lundi au vendredi inclusivement, de 8h30 à 16h30, à l'endroit suivant:

SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES
Direction de l'Approvisionnement, 19e étage
800, boul. de Maisonneuve est
Montréal, Québec H2L 4M8

Une garantie accompagnant la soumission au montant de \$2,500,000 est requise selon les termes et conditions de l'appel d'offres.

Seules les personnes, sociétés, compagnies, corporations et entreprises en coparticipation ayant une principale place d'affaires au Québec et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société d'énergie de la Baie James sont autorisées à soumissionner.

La Société d'énergie de la Baie James se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.

A. ROUSSEAU Pour information
Directeur de l'Approvisionnement, appeler 844-3741 poste 308

Violentes explosions

ST-THOMAS, Ontario (PC) — Deux violentes explosions sont survenues dimanche matin à Saint-Thomas, près de London, en Ontario, sans faire de victimes cependant.

L'explosion d'un camion d'essence.

La seconde déflagration est survenue une heure et demie plus tard dans une usine de contrôle anti-pollution.

On croit qu'une fuite dans des conduites de gaz ou d'égoût pourrait être à l'origine de ce second sinistre.

Travaux publics Canada / Public Works Canada

APPEL D'OFFRES

DES SOUMISSIONS CACHETÉES, visant les entreprises ou services énumérés ci-après, adressées à l'Administrateur finances et administration, Travaux publics — Canada, chambre 266, 2e étage, Gare maritime Champlain, Anse-au-Foulin, C.P. 1600, QUÉBEC, P.Q. G1K 4K2 et portant sur l'enveloppe la désignation et le numéro de l'entreprise, seront reçues jusqu'à 15 heures, à la date limite déterminée. On peut se procurer les documents de soumission par l'entremise du bureau de distribution des plans, à l'adresse ci-dessus, sur versement du dépôt exigible.

SERVICES
Appel d'Offres 79Q-136P — Entretien Intérieur (et extérieur où seulement) Edifice Fédéral, Dolbeau, Comté Lac-St-Jean, Qué.

On peut aussi consulter le devis au bureau de poste de Dolbeau, Comté Lac-St-Jean, Qué.

Date limite: le mercredi 13 février 1980
Dépôt: \$25

Renseignements: Tél.: (418) 694-3142

INSTRUCTIONS
Le dépôt afférent aux plans et devis doit être sous forme d'un chèque bancaire visé établi à l'ordre du Receveur général du Canada. Il sera remboursé sur retour des documents en bon état dans le mois qui suivra le jour du dépouillement des offres.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Société d'énergie de la Baie James

APPELS D'OFFRES

Aménagement de la Grande Rivière
Heure limite: 15 h 30, heure de Montréal, aux dates indiquées.

LE MARDI 29 JANVIER 1980 SEBJ 79-3081 FOURNITURE DE DIVERS TYPES DE LUBRIFIANTS, GRAISSES ET ANTIGEL. GARANTIE DE SOUMISSION: \$60,000 PRIX DE VENTE DU DOCUMENT: \$10	LE MARDI 29 JANVIER 1980 SEBJ 79-2986 FOURNITURE DE DIVERS TYPES DE LUBRIFIANTS, GRAISSES ET ANTIGEL. GARANTIE DE SOUMISSION: \$15,000 PRIX DE VENTE DU DOCUMENT: \$10
--	--

Les documents d'appels d'offres peuvent être achetés ou consultés sur place, du lundi au vendredi inclusivement, de 8 h 30 à 16 h 30, à l'endroit suivant:

Société d'énergie de la Baie James
Direction Approvisionnement
800, boul. de Maisonneuve est
19e Etage
Montréal, (Québec)
H2L 4M8.

Le paiement des documents s'effectue par chèque visé ou mandat fait à l'ordre de la Société d'énergie de la Baie James et n'est pas remboursable.

Une garantie de soumission au montant indiqué plus haut est exigée de tout soumissionnaire, conformément aux stipulations du document d'appel d'offres.

Seules les personnes, sociétés, corporations ou entreprises en coparticipation ayant une place d'affaires au Québec et qui ont obtenu le document d'appel d'offres de la Société d'énergie de la Baie James peuvent soumissionner. Cette dernière se réserve le droit de rejeter n'importe quelle soumission ou toutes les soumissions reçues.

Pour renseignements: **A. ROUSSEAU**
Tél.: 844-3741, poste 333
Directeur, Approvisionnement

Hydro-Québec

APPELS D'OFFRES

Pour 10h30, heure de Montréal, aux dates indiquées

CCP-80-19014 Le mardi 12 février 1980 Poste Viger Montréal CONSTRUCTION COMPLÈTE DE DEUX BÂTIMENTS INSTALLATION ÉLECTRIQUE INITIALE ET TRAVAUX DE GENIE CIVIL CONNEXES Garantie de soumission: \$200,000 Principale place d'affaires au Québec	CCP-80-19013 Le mardi 5 février 1980 Poste Viger Montréal CONSTRUCTION DE TROIS (3) PORTIQUES EN BETON PRÉCONTRAIT POUR DES LIGNES DE TRANSPORT Garantie de soumission: \$50,000 Principale place d'affaires au Québec
--	--

Toutes les conditions de chacun des appels d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre un paiement NON REMBOURSABLE de \$25 pour chaque exemplaire complet, chèque visé ou mandat payable à l'Hydro-Québec, du lundi au vendredi inclusivement de 8h30 à 16h30 à l'endroit suivant:

HYDRO-QUEBEC
DIRECTION DES CONTRATS
BUREAU N° 809
75 OUEST, BOUL. DORCHESTER
MONTREAL, QUE., CANADA H2Z 1A4

Pour renseignements, tel. (514) 285-1711, poste 1464. La garantie de soumission susmentionnée doit être, au choix du soumissionnaire soit un chèque visé, soit un bon de garantie de soumission, au montant indiqué.

Lorsqu'il est indiqué ci-haut qu'une soumission partielle est acceptable, la garantie choisie doit être d'un montant égal au multiple de \$1,000 le plus près de DIX POUR CENT (10%) de la somme totale de la soumission ou de la proposition la plus élevée, jusqu'à concurrence du montant mentionné ci-dessus.

Seules les personnes, sociétés, et corporations qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement du bureau sus-indiqué sont admises à soumissionner.

L'Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.

Le secrétaire, M.-A. DEMERS

COMMISSION DE CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL DU QUÉBEC

AVIS

Les personnes ci-après mentionnées ont demandé les permis suivants

Nom	Adresse	Catégorie
Québec, le 11 janvier 1980		
COMTE DE JEAN-TALON		
JACQUES, Jean-Denis (suite à une vente)	845, Chemin Ste-Foy, Québec (ville)	Épicerie
GERMAIN, Jean-François	570, Grande-Allée, Québec (ville)	(1) Restaurant, (2) Bar avec extension sur Terrasse
GOBELL, Paul Eugène	804, avenue Joffre, Québec (ville)	Club
Club Ricotard des Érables Inc. (Changement d'emplacement adresse: 240, Chemin Ste-Foy, a)		

COMTE DE TASCHEREAU
LEBEL, Mlle Christine
pour le bénéfice de: 728, rue St-Joseph est, Québec (ville). (1) Restaurant. Le Groupe de Gestion B.B.L. Inc.

BOLLY, Noël
pour le bénéfice de: 49 1/2, rue St-Louis, Québec (ville). (1) Restaurant. Société Parc Auto du Québec Métropolitain Inc. (suite à une vente)

COMTE DE VANIER
LEFRANÇOIS, Gérard
pour le bénéfice de: 545, 1re Avenue, Québec (ville). (1) Bar avec dans, (1) Réception. Lu-mine & Yves Lévesque

COMTE DE CHARLESBOURG
BLONDEAU, Marc
pour le bénéfice de: 1420, av. du Héros, Carrefour-Louis de St-Amant et Taschereau. Augmentation de la capacité (1) Bar existant de 45 pers. à 75 pers. et, autorisation de la dans.

PARENT, Richard
575, 80e Rue ouest, Charlesbourg (ville). Épicerie

COMTE DE MONTMORENCY
BARRETTE, Riel
pour le bénéfice de: 650, rue Combarone, Beauport (ville). Épicerie. Héris Richer Inc.

AFIN D'ÊTRE VALIDE, TOUTE OBJECTION À CES DEMANDES DOIT ÊTRE FAITE PAR ÉCRIT, DUMENT MOTIVÉE ET ASSIÈMÉE DANS LES 15 JOURS DU PRÉSENT AVIS AU: SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CASE POSTALE 190, STATION 8, QUÉBEC 2, QUÉ. G1K 7A6

Appel d'offres

Gouvernement du Québec

Les ministères ne s'engagent à accepter aucune des soumissions, même la plus basse

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Projet no 2726-179-790 — Travaux à prix forfaitaire. Exécution de travaux de drainage dans le cours d'eau Corbin et branches, en les municipalités du village et de la paroisse de Saint-Damase, comté de St-Hyacinthe.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur principale place d'affaires au Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Garantie de soumission: un cautionnement de soumission au montant de \$2,500, émis par une compagnie légalement habilitée à se porter caution ou un chèque visé au montant de \$1,250, à l'ordre du Ministre des Finances ou sous forme d'obligations conventionnelles au porteur dont la valeur nominale correspond à 5% de la valeur totale du prix du contrat, émisés ou garantis par le gouvernement du Québec ou par le gouvernement du Canada et dont l'échéance ne dépasse pas 5 ans.

L'endroit où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission: Direction générale du Génie du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec, Place de Ville no 2, 4e étage, 1020, route de l'Église, Sainte-Foy, G1V 3V9, tél. 643-2450.

Un versement de \$5, en espèces ou sous forme de chèque visé ou de mandat, non remboursable, à l'ordre du Ministre des Finances est requis pour obtenir les documents nécessaires à la préparation de la soumission.

Clôture de l'appel d'offres et ouverture des soumissions: 14 h 30 (h.n.e.), bureau du directeur du Génie, Place de Ville no 2, 4e étage, Sainte-Foy, jeudi le 31 janvier 1980.

Ferdinand Ouellet
Sous-ministre

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Projet no 15847-180-790 — Travaux à prix unitaires. Exécution de travaux de drainage dans le cours d'eau High Roc et branche no 1, en la municipalité de Val-des-Monts, comté de Papineau.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur principale place d'affaires au Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Garantie de soumission: un cautionnement de soumission au montant de \$1,000, émis par une compagnie légalement habilitée à se porter caution ou un chèque visé au montant de \$500, à l'ordre du Ministre des Finances ou sous forme d'obligations conventionnelles au porteur dont la valeur nominale correspond à 5% de la valeur totale du prix du contrat, émisés ou garantis par le gouvernement du Québec ou par le gouvernement du Canada et dont l'échéance ne dépasse pas 5 ans.

L'endroit où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission: Direction générale du Génie du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec, Place de Ville no 2, 4e étage, 1020, route de l'Église, Sainte-Foy, G1V 3V9, tél. 643-2450.

Un versement de \$5, en espèces ou sous forme de chèque visé ou de mandat, non remboursable, à l'ordre du Ministre des Finances est requis pour obtenir les documents nécessaires à la préparation de la soumission.

Clôture de l'appel d'offres et ouverture des soumissions: 14 h 30 (h.n.e.), bureau du directeur du Génie, Place de Ville no 2, 4e étage, Sainte-Foy, jeudi le 7 février 1980.

Ferdinand Ouellet
Sous-ministre

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Projet de développement financé par le ministère de l'Expansion économique régionale du Canada et l'Office de planification et de développement du Québec et mis en oeuvre par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec

Projet no 11264-183-790 — Travaux au prix du kilomètre de longueur — Exécution de travaux de drainage dans la branche no 1 du cours d'eau Tremblay, en la municipalité du village de Saint-Ambrise, comté de Chicoutimi.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur principale place d'affaires au Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Garantie de soumission: un cautionnement de soumission au montant de \$1,000, émis par une compagnie légalement habilitée à se porter caution ou un chèque visé au montant de \$500, à l'ordre du Ministre des Finances ou sous forme d'obligations conventionnelles au porteur dont la valeur nominale correspond à 5% de la valeur totale du prix du contrat, émisés ou garantis par le gouvernement du Québec ou par le gouvernement du Canada et dont l'échéance ne dépasse pas 5 ans.

L'endroit où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission: Direction générale du Génie du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec, Place de Ville no 2, 4e étage, 1020, route de l'Église, Sainte-Foy, G1V 3V9, tél. 643-2450.

Un versement de \$5, en espèces ou sous forme de chèque visé ou de mandat, non remboursable, à l'ordre du Ministre des Finances est requis pour obtenir les documents nécessaires à la préparation de la soumission.

Clôture de l'appel d'offres et ouverture des soumissions: 14 h 30 (h.n.e.), bureau du directeur du Génie, Place de Ville no 2, 4e étage, Sainte-Foy, jeudi le 31 janvier 1980.

Ferdinand Ouellet
Sous-ministre

Service général des Achats

Projet	Description	Livraison
9371	impression de 3 000 000 de chèques (formule continue — 1 partie)	Québec
9373	impression de 38 500 000 formules tabulaires	Différents endroits

Clôture des soumissions: 29 janvier 1980 à 15 h

Les conditions de ces appels d'offres sont contenues dans des documents disponibles à l'endroit suivant:

Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Bureau des Appels d'offres, 1155, rue Claire-Fontaine, 4e étage, Québec, Qué. G1R 4X8, Tél. (418) 643-5438

Toute personne désirant assister à l'ouverture des soumissions doit se présenter à l'adresse susmentionnée à l'heure et à la date indiquées.

Le directeur général
Gaston Ouhmet

Service général des Achats

Projet	Description	Livraison
9376	181 voitures banalisées, usage policier	Différents endroits
9377	310 voitures identiques, usage policier	Différents endroits

Clôture des soumissions: 12 février 1980 à 15 h

Les conditions de ces appels d'offres sont contenues dans des documents disponibles à l'endroit suivant:

Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Bureau des Appels d'offres, 1155, rue Claire-Fontaine, 4e étage, Québec, Qué. G1R 4X8, Tél. (418) 643-5438

Toute personne désirant assister à l'ouverture des soumissions doit se présenter à l'adresse susmentionnée à l'heure et à la date indiquées.

Le directeur général
Gaston Ouhmet

Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement

Projet no 107-30-08 — Travaux aux fins de réaliser des économies d'énergie — Centralisation et Laboratoire Régional d'Agriculture, 337, rue Moreau, Rimouski, Cte Rimouski, QC.

Sont admis à soumissionner, les entrepreneurs détenant la licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, lorsque requise, qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec et qui auront requis les plans et devis en leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 15 janvier 1980 par remise d'un montant de 10,00 \$ non remboursable.

Les soumissions doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 28 000,00 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances, au montant de 14 000,00 \$.

Date et heure limite de réception des soumissions: mercredi le 13 février 1980 à 15:00 heures

Pierre Sarault
Sous-ministre

Projet no 201-55-09 — Entretien ménager — Édifice de la Centralisation de Jonquière, 50, boul. Harvey, Cte Jonquière, QC.

Sont admis à soumissionner, ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec et qui auront requis les plans et devis en leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 15 janvier 1980 par remise d'un montant de 5,00 \$ non remboursable.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Direction des Contrats, Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Édifice «La Laurentienne», 475, rue St-Amable, 5e étage, Québec, G1R 4X9, Tél. 418-643-6622.

Les plans et devis sont également en montre à l'Association de la Construction de Québec, ainsi qu'à l'Association de la Construction de Montréal.

Les soumissions doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 12 000,00 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances, au montant de 6 000,00 \$.

Date et heure limite de réception des soumissions: mercredi le 30 janvier 1980 à 15:00 heures

Pierre Sarault
Sous-ministre

Projet no 303-20-219 — Nettoyage et balancement du système de climatisation — Édifice «H», 875, Grande-Allée est, Québec, Cte Jean-Talon, QC.

Sont admis à soumissionner, les entrepreneurs détenant la licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, lorsque requise, qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec et qui auront requis les plans et devis en leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 15 janvier 1980 par remise d'un montant de 20,00 \$ non remboursable.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Direction des Contrats, Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Édifice «La Laurentienne», 475, rue St-Amable, 5e étage, Québec, G1R 4X9, Tél. 418-643-6622.

Les plans et devis sont également en montre à l'Association de la Construction de Québec, ainsi qu'à l'Association de la Construction de Montréal.

Les soumissions doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 12 000,00 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances, au montant de 6 000,00 \$.

Date et heure limite de réception des soumissions: mercredi le 30 janvier 1980 à 15:00 heures

Pierre Sarault
Sous-ministre

Projet no 303-55-61 — Entretien ménager — Pavillon Casault (Université Laval), 1210, Avenue du Séminaire, Ste-Foy, Cte Louis-Hebert, QC.

Sont admis à soumissionner, ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec et qui auront requis les plans et devis en leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 15 janvier 1980 par remise d'un montant de 5,00 \$ non remboursable.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Direction des Contrats, Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Édifice «La Laurentienne», 475, rue St-Amable, 5e étage, Québec, G1R 4X9, Tél. 418-643-6622.

Les soumissions doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 16 000,00 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances, au montant de 8 000,00 \$.

Date et heure limite de réception des soumissions: mercredi le 30 janvier 1980 à 15:00 heures

Pierre Sarault
Sous-ministre

Les Franco-Ontariens recherchent l'aide du Québec

par Louise PICARD

Dans la lutte pour l'obtention d'une école secondaire de langue française, l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) a créé un fonds de solidarité pour aider les francophones ontariens de Penetanguishene, petite ville de 7.000 habitants et située à quelque 80 milles au nord de Toronto.

Mis sur pied en septembre dernier, ce fonds de solidarité vise à recueillir la somme de \$400.000 pour financer l'école secondaire parallèle

que les francophones de cette région ont dû créer en attendant l'obtention de leurs droits scolaires.

Selon M. Gérard Lévesque, directeur général de l'ACFO, ce conflit scolaire n'est pas le seul où l'on tente d'obtenir justice pour les Franco-Ontariens. L'école Gabrielle-Roy, à Toronto, et le projet de conseil scolaire de langue française à Ottawa-Carleton comptent parmi les conflits les plus récents dans le secteur de l'éducation en Ontario.

Parlant de la situation des

écoles françaises en Ontario et plus particulièrement à Penetanguishene, M. Lévesque a rappelé, hier, au cours d'une conférence de presse au siège social de l'ACELF, Maison de la francophonie, à Sillery, la récente demande faite par l'ACFO aux chefs des partis politiques du Québec d'adopter, dès la reprise de la session, une proposition visant à inviter, d'une part, le gouvernement de l'Ontario, à traiter équitablement les francophones et, d'autre part, la population et les corps publics du Québec, à participer à la campagne

du fonds de solidarité ACFO. Une telle demande a été rendue officielle dans une lettre adressée par Jeannine Séguin, présidente de cet organisme franco-ontarien.

La crise de Penetang

Devenue une "cause célèbre" en matière de droits linguistiques, Penetanguishene constitue, pour les Franco-Ontariens, une lutte à finir avec le ministère de l'Éducation de l'Ontario pour l'obtention d'une école secondaire de langue française.

Refusant le principe d'une école mixte qui, selon l'ACFO est synonyme d'assimilation, la population de cette localité décidait d'ouvrir, en septembre dernier, une école parallèle et illégale — l'école de La Huronie — où 58 étudiants se sont inscrits. Située dans un bureau de poste désaffecté, des pro-

fesseurs bénévoles sont venus de l'Ontario, du Québec et de l'Acadie donner l'enseignement.

Quelque temps plus tard, le comité consultatif de langue française de Simcoe démissionnait en bloc et les membres de la communauté francophone formèrent un conseil scolaire parallèle. L'école de La Huronie entend demeurer dans ce vieux bureau de poste le temps qu'il faudra pour renverser la décision du ministère de l'Éducation.

Quant à la municipalité, celle-ci prétend que les classes sont situées dans des locaux qui ne sont pas en état de recevoir des élèves. Deux injonctions interlocutoires ont été émises, la dernière ayant été entendue vendredi dernier, et les étudiants de l'école La Huronie n'ont pas à quitter les lieux tant que l'injonction permanente ne

sera entendue en cour. L'école que réclame la population pourrait loger entre 350 et 400 étudiants, à mesure que les jeunes sortant des écoles primaires viendront se joindre à eux.

Afin de démontrer tout le chemin à parcourir avant que les francophones de l'Ontario puissent bénéficier de services similaires à ceux offerts à la minorité anglophone du Québec, l'ACFO souligne qu'un droit aussi élémentaire n'est pas encore reconnu par les lois ontariennes.

L'attitude qu'adopte le gouvernement Davis face aux revendications des Franco-Ontariens et plus particulièrement ceux de Penetanguishene a fait l'objet d'un jugement sévère de la part du commissaire aux langues officielles, M. Max Yalden.



Alliance de jeunes de langue française

PARIS (AFP) — L'association "Jeunesse francophone" a annoncé, hier, à Paris la création d'une "alliance des mouvements de jeunesse de la francophonie" en vue "d'accroître la solidarité entre les mouvements de jeunesse qui luttent pour l'existence et la diversité de la communauté mondiale de langue française".

Cette nouvelle alliance souhaite permettre "la rencontre, la confrontation, l'échange des diversités et des richesses propres à chacun des peuples" francophones représentés.

Ce mouvement propose notamment la création d'un office francophone d'échanges pour la jeunesse "sur le modèle réussi de l'Office franco-québécois pour la jeunesse".

Le secrétariat général de l'alliance se trouve à Paris.

Nouveau lieutenant-gouverneur

M. Joseph Aubin Doiron (à droite), un dentiste de 57 ans, a prêté serment, hier, comme lieutenant-gouverneur de l'Île-du-Prince-Édouard devant le juge en chef de cette province, John Nicholson, à gauche. C'est le deuxième Acadien à occuper ce poste. Originaire de North Rustico, M. Doiron a étudié au collège de Church Point et à l'université de Montréal.



Pour vous... LA SOLUTION!

Nous avons un vaste choix de perruques de tous genres, prêtes à porter ou confectionnées sur mesure.

- Salon privé
- Consultation confidentielle par des experts
- Service à domicile.

Exclusif Nouveaux cheveux



venapoli

Perruques — Toupets — Coiffures
924, 1^{re} Avenue, Limoilou,
Québec — 529-0005
Stationnement à l'arrière du magasin.

C'EST L'HEURE!

SUR CHAUSSURES
AUTOMNE -HIVER



POUR LA FAMILLE

- DAMES • HOMMES
- FILLES • GARÇONS



- maintenant: Carrefour Les Saules
1935, boulevard Masson
- 260, Saint-Joseph est
- Place-des-Quatre-Bourgeois
- 180, Saint-Vallier
- 519, 3^e Avenue, Limoilou

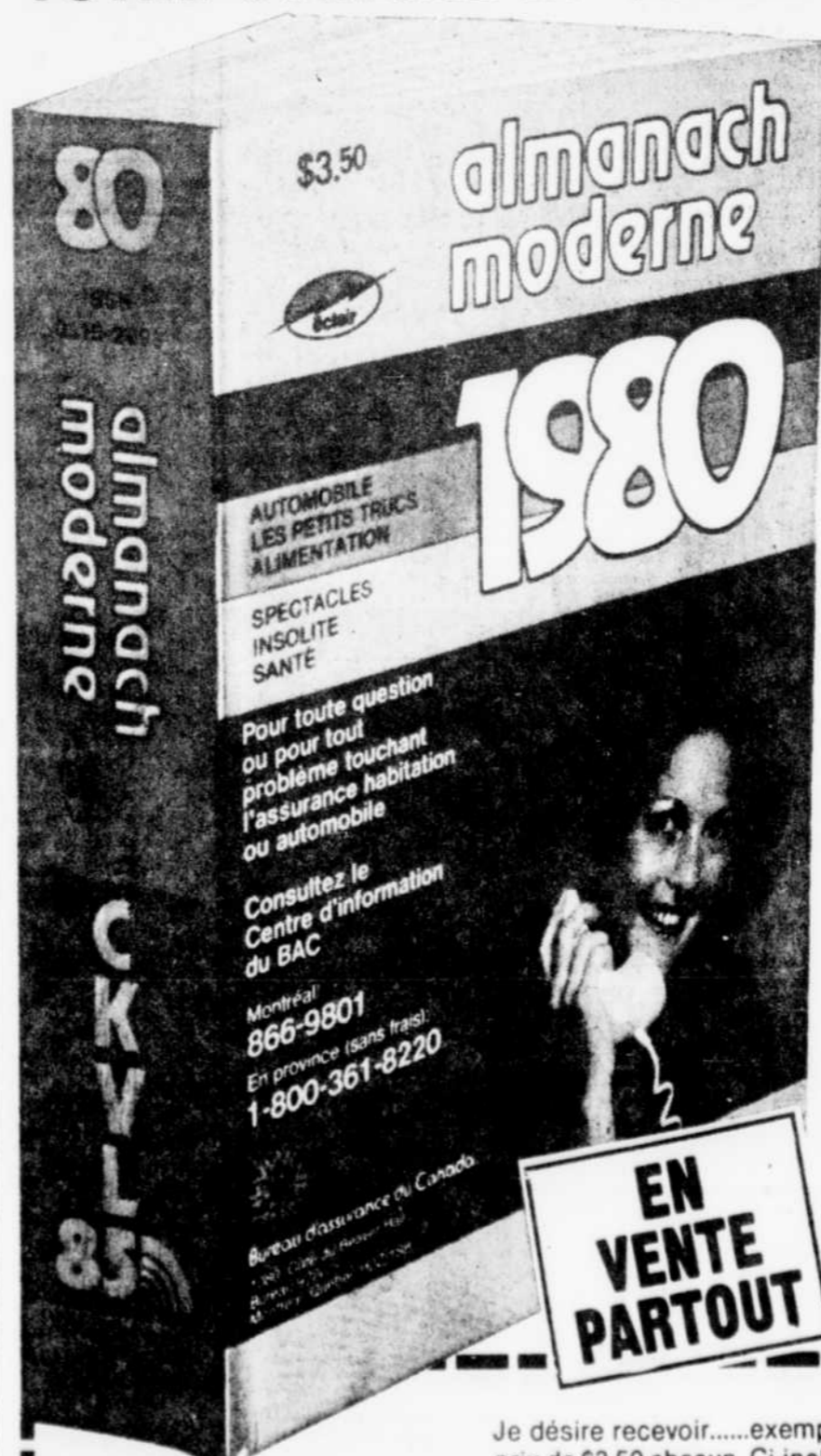
galerie d'art ste-foy inc.

RABAIS DE 20%
SUR NOS CADRES
(jusqu'au 31 JANVIER inclusivement)

Quel choix! Notre galerie vous offre une possibilité de 10.000 encadrements dans une gamme complète de prix et styles. Nous encadrons tout: peintures, photos, aquarelles, affiches, certificats, gravures, etc.

Notre spécialité: "petits points".
Notre service est excellent, notre travail garanti.
RENE HEBERT, propriétaire.
PLACE STE-FOY. 658-5505

DÉCOUVREZ L'OUTIL INDISPENSABLE À VOTRE CULTURE ET VOTRE DIVERTISSEMENT



864 pages

UNE VÉRITABLE
ENCYCLOPÉDIE
ANNUELLE

- Au féminin
- L'univers
- Les animaux
- Les voyages
- Les spectacles
- L'automobile
- L'insolite
- Les sciences

EN VENTE PARTOUT

Je désire recevoir.....exemplaire(s) de l'Almanach Moderne 1980 au prix de \$3.50 chacun. Ci-inclus la somme de \$.....

Postez votre chèque ou mandat poste à:
Télesol Inc.
(Section publications Eclair)
Case postale 1050,
Succursale Anjou
Montréal, (Qué.) H1K 4W2

Nom

Adresse App.

Ville

Comté Prov. Code postal

Vente semi-annuelle Univers Décor

Deux fois l'an
Univers Décor
met le design à la
portée de tout le monde
Profitez dès aujourd'hui
de la grande vente Univers Décor
pour vous procurer les meubles
de renom qui témoignent de
votre goût marqué
pour l'authentique

universdécor

3070, chemin St-Louis, Ste-Foy Tel.: 658-0664

Un fonctionnaire informait la GRC sur le contenu de certains rapports d'impôt

OTTAWA (d'après UPC) — La Commission d'enquête McDonald a révélé hier que le service de sécurité de la

Gendarmerie royale s'était servi d'un employé de Revenu Canada — "X" — pour avoir accès à des rapports d'impôt dans le but de les utiliser à des fins d'enquête autres que l'évasion fiscale.

que "X" a raconté à la commission qu'il avait fourni des renseignements sur des rapports d'impôt confidentiels à la GRC "parce que j'étais fermement convaincu d'agir pour la sécurité du Canada".

était alors souligné que la source n'était pas le ministre du Revenu de l'époque Herb Gray, ou quelqu'un de son entourage.

1969 et l'automne de 1971 — vain de rendre plus accessibles pour la GRC les dossiers Pierre Goyer avait tenté en _gouvernementaux.

La commission qui enquête sur les agissements de la GRC a rendu publics cinq volumes de documents classés secrets et de témoignages remontant jusqu'à 1978.

Les documents indiquent que la GRC a eu accès à ces rapports d'impôt de 1951 à 1973.

"X" a témoigné qu'il avait consenti à donner des renseignements à la GRC à condition que rien ne soit consigné par écrit et qu'il ne rende des comptes qu'à l'inspecteur Roger Shorey.

Dans une déclaration émise par les commissaires, il A l'époque où "X" agissait comme informateur — entre

Hausse prochaine du salaire minimum au Québec

(PC) — Tout indique que le Québec haussera son salaire minimum à compter du premier février.

"Ce serait une date stratégique", a commenté, hier, un porte-parole du bureau du ministre du Travail, ajoutant que le ministre Pierre-Marc Johnson a déjà en main une proposition qu'il compte soumettre, la semaine prochaine, à ses collègues du conseil des ministres.

Le même porte-parole a révélé que la proposition de hausser le salaire minimum devait être présentée aux membres du cabinet Lévesque au cours des dernières semaines mais que la question avait été reportée à plus tard, à cause de dossiers plus urgents.

Le salaire minimum avait été relevé en avril dernier à \$3,47 et contrairement à la pratique des dernières années, il n'y a pas eu de deuxième augmentation au cours de 1979.

Le Québec arrive au deuxième rang des provinces pour le taux du salaire minimum. Il n'est devancé que par la Saskatchewan dont le taux est de \$3,55.

Appel d'offres

Gouvernement du Québec

Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement

Projet no: 606-70-11 — Concession de distributeurs automatiques — Divers édifices de la région de Montréal, QC. Sont admis à soumissionner, ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec et qui auront requis les plans et devis en leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 15 janvier 1980 par remise d'un montant de 5,00 \$ non remboursable.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Direction des Contrats, Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Édifice "La Laurentienne", 475 rue St-Amable, 5e étage, Québec, G1R 4X9 (Tel: (418) 643-6622).

Les soumissions devront être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 1 000,00 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances, au montant de 500,00 \$.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Date et heure limite de réception des soumissions: le mercredi 30 janvier 1980 à 15:00 heures Pierre Sarault Sous-ministre

Projet no: 606-70-12 — Concession de distributeurs automatiques — Centre d'orientation et de formation pour les immigrants, 11150 Notre-Dame est, Montréal, Cts. LaFontaine, QC.

Sont admis à soumissionner, ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec et qui auront requis les plans et devis en leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 15 janvier 1980 par remise d'un montant de 5,00 \$ non remboursable.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Direction des Contrats, Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Édifice "La Laurentienne", 475 rue St-Amable, 5e étage, Québec, G1R 4X9 (Tel: (418) 643-6622).

Les soumissions devront être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 1 500,00 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances, au montant de 750,00 \$.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Date et heure limite de réception des soumissions: le mercredi 30 janvier 1980 à 15:00 heures Pierre Sarault Sous-ministre

Projet no: 606-70-13 — Concession de distributeurs automatiques — Centre d'orientation et de formation pour les immigrants, 11150 Notre-Dame est, Montréal, Cts. LaFontaine, QC.

Sont admis à soumissionner, ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec et qui auront requis les plans et devis en leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 15 janvier 1980 par remise d'un montant de 5,00 \$ non remboursable.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Direction des Contrats, Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Édifice "La Laurentienne", 475 rue St-Amable, 5e étage, Québec, G1R 4X9 (Tel: (418) 643-6622).

Les soumissions devront être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 1 500,00 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances, au montant de 750,00 \$.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Date et heure limite de réception des soumissions: le mercredi 30 janvier 1980 à 15:00 heures Pierre Sarault Sous-ministre

Projet no: 606-70-14 — Concession de distributeurs automatiques — Centre d'orientation et de formation pour les immigrants, 11150 Notre-Dame est, Montréal, Cts. LaFontaine, QC.

Sont admis à soumissionner, ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec et qui auront requis les plans et devis en leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 15 janvier 1980 par remise d'un montant de 5,00 \$ non remboursable.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Direction des Contrats, Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Édifice "La Laurentienne", 475 rue St-Amable, 5e étage, Québec, G1R 4X9 (Tel: (418) 643-6622).

Les soumissions devront être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 1 500,00 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances, au montant de 750,00 \$.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Date et heure limite de réception des soumissions: le mercredi 30 janvier 1980 à 15:00 heures Pierre Sarault Sous-ministre



Diamètre: 30 mm. Une once troy. Or pur.

Une réserve d'or pur bien à vous

La Feuille d'érable en or du Canada Cette pièce ne contient que de l'or

C'est le temps de constituer votre propre réserve d'or. La Feuille d'érable en or, frappée par la Monnaie royale canadienne, contient une once troy d'or pur du Canada. L'émission sera limitée à 2 millions de pièces pour l'année 1980.

La Feuille d'érable en or du Canada est la seule pièce d'or qui ne contienne que de l'or. Cette monnaie à cours légal sur le cours quotidien de l'or, indique dans les rubriques financières des journaux.

La Banque de Nouvelle-Ecosse et la Banque de Commerce Canadienne Impériale sont les distributeurs officiels de la Feuille d'érable en or au Canada. Vous pouvez aussi vous la procurer à d'autres comptoirs bancaires, auprès des sociétés de fiducie, chez les courtiers en valeurs mobilières et les commerçants de monnaie.

L'or pur du Canada, un trésor à votre portée

Royal Canadian Mint Monnaie royale canadienne

Avis Public

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes a été saisi des demandes suivantes:

REGION DU QUEBEC

C.K.R.T.-T.V. LTEE, 1, RUE FRONTENAC, RIVIERE-DU-LOUP (QUEBEC) G5R 1R7

Dégelis (Québec) -782204200

Demande présentée en vue de modifier la licence de radiodiffusion de CKRT-TV-02 Dégelis (Québec) comme suit:

— changer l'emplacement de son site d'antennes afin d'assurer un meilleur service à la région de Dégelis.

De: 47°33'01" N 68°39'01" W A: 47°31'05" N 68°38'00" W

Endroit où l'on peut examiner la demande:

Bureau de l'Hôtel de ville Dégelis (Québec)

Florian Vallée, faisant affaires sous le nom et la raison sociale de TELE-CABLE LAC-ETCHEMIN ENR., 1340, boul. Donnae, Saint-Georges ouest, Comté Beauce-Sud (Québec).

Lac-Etchemin (Québec) -780045100

Demande présentée en vue de modifier la licence de radiodiffusion de l'entreprise de télévision par câble desservant Lac-Etchemin (Québec) comme suit:

Service de base (canaux 2 à 13)

— ajouter la réception et la distribution de CKTM-TV (SRC) (fa-cultatif) Trois-Rivières (Québec).

Endroit où l'on peut examiner la demande:

Centre culturel Lac-Etchemin (Québec).

Examen des documents - Les documents peuvent être examinés pendant les heures normales de bureau.

Le dossier peut être étudié à l'adresse ci-dessus et au:

CRTC Édifice Central Les Terrasses de la Chaudière Pièce 561 1, promenade du Portage Hull (Québec)

et Bureau régional de Montréal Suite 2114 Tour de la Bourse 800, place Victoria Montréal (Québec)

Intervention — Toute personne intéressée peut faire parvenir une intervention écrite au soussigné, au C.R.T.C., à Ottawa (Ontario) K1A 0N2 et remettre une copie exacte de l'intervention au requérant au plus tard le 4 février 1980. L'intervention doit comprendre un exposé clair et concis des faits pertinents ainsi que des motifs sur lesquels se fonde l'intervenant pour appuyer la demande, s'y opposer ou proposer des modifications.

Le reçu de la poste ou du messenger doit être joint à la copie du C.R.T.C., pour prouver que le requérant a reçu sa copie.

Marché à suivre - Après réception des interventions et de la réplique, s'il y a lieu, le Comité de direction du Conseil, déterminera s'il serait dans l'intérêt du public de tenir ou non une audience publique pour examiner la demande. Si le Comité de direction est d'avis qu'une audience publique ne s'impose pas, il publiera une décision par laquelle il approuvera ou rejettera la demande.

Ottawa, le 7 janvier 1980 J.G. Patenaude Secrétaire général CRTC - Avis public 1980-2

LA VILLE DE Québec

INVITATION aux citoyens de Limoilou nord-ouest

Tous les citoyens du secteur Limoilou nord-ouest de la Ville de Québec sont cordialement invités à participer aux rencontres de consultation et d'information sur la question du zonage dans leur quartier. Le secteur Limoilou nord-ouest comprend les paroisses suivantes: Ste-Odile, St-Paul-Apôtre, Ste-Claire d'Assise et St-Albert-le-Grand.

Ces rencontres, auxquelles assisteront des représentants de la Ville, se dérouleront de 18h à 22h aux dates et endroits suivants:

- 16 janvier 80 Eglise Ste-Odile (sous-sol) Entrée rue des Peupliers
- 17 janvier 80 Eglise St-Paul-Apôtre (sous-sol) 2100, 8e Avenue
- 22 janvier 80 Eglise Ste-Claire-d'Assise (sous-sol) 70, rue Boisclerc
- 24 janvier 80 Eglise St-Albert-le-Grand Salle du Christ-Roi 3065, 2e Avenue

La planification et le développement de votre environnement urbain vous concernent. Il est de votre intérêt de participer à ces réunions.

Antoine Carrier, avocat
Greffier de la Ville de Québec

Québec, le 11 janvier 1980

Nous allons vous faire parler, et vite!

Nous n'irons pas par quatre chemins. Nous allons tout de suite vous apprendre mots, phrases, expressions essentielles. Un langage de tous les jours, des phrases simples et correctes. Puis, nous vous ferons penser dans cette nouvelle langue avec laquelle vous deviendrez vite familier. Prenez vite rendez-vous. La parole est à vous.

100 BERLITZ ANS

Depuis 1878

500 Grande Allée Est, Suite #109 Québec 529-6161

Immersion Totale* et leçons particulières. Services de traduction et d'interprétation. Les frais de tous les programmes sont déductibles de l'impôt.

Berlitz est une marque déposée de Berlitz International, Inc. au Canada. Les autres noms de culture personnelle ne sont pas une marque de l'Université de Québec.

Pour voyager dans le Sud, Bar Harbor et Delta sont toujours là.

Vous désirez aller vers le chaud climat du Sud? Rien de plus facile avec Air Bar Harbor et les lignes aériennes Delta. Vous économisez aussi, grâce aux tarifs combinés Bar Harbor/Delta vers la Floride, Atlanta, Houston, La Nouvelle-Orléans et plusieurs autres villes du sud des États-Unis.

Choisissez un vol Air Bar Harbor qui vous conduit en deux heures seulement de Québec à l'aéroport international Logan de Boston, d'où vous avez une correspondance facile avec un vol Delta, direct ou sans escale, qui vous mène à destination. Vos bagages sont acheminés automatiquement, donc aucun souci. Et vous économisez grâce aux tarifs combinés Bar Harbor/Delta, vraiment raisonnables.

Un seul appel suffit pour faire toutes vos réservations. Communiquez avec Air Bar Harbor au Zenith 62930 ou avec Delta au 800-361-1970 (sans frais). Ou encore, avec votre agent de voyage. **DELTA**

Horaires Bar Harbor/Delta

Depart de Québec	11h40 (sauf sam., dim.)	13h30 (sauf sam., dim.)	14h30 (dim. seulement)	18h40 (sauf sam., dim.)
Arrivée à Boston	13h40 UE Dr.	16h30 Dr.	17h05 UE Dr.	20h40 UE Dr.
Atlanta	18h17 ✕	21h59 ✕	21h59 ✕	23h52
Nouvelle-Orléans	21h14	—	—	0h56
Houston	21h35	23h34 ✕	23h34 ✕	—
Tampa/St. Pete	19h45 ✕	—	—	0h54
Miami	—	20h28 ✕	20h28 ✕	1h00
Pt. Lauderdale	—	20h50 ✕	20h50 ✕	0h56
West Palm Beach	—	21h20 ✕	21h20 ✕	1h59
Orlando/Walt Disney World	—	—	—	0h51

✕: Service Royal UE: une escale

